

هكذا في الامم

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE

N° 13234 - 6 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

DIMANCHE 16-LUNDI 17 AOUT 1987

SERVICES

Abonnement 1 an	15
Abonnement 6 mois	8
Abonnement 3 mois	4
Abonnement 15 jours	1
Abonnement 7 jours	0,50
Abonnement 3 jours	0,25
Abonnement 1 jour	0,10
Abonnement 12 mois	15
Abonnement 6 mois	8
Abonnement 3 mois	4
Abonnement 15 jours	1
Abonnement 7 jours	0,50
Abonnement 3 jours	0,25
Abonnement 1 jour	0,10

MINITEL

Abonnement 1 an	15
Abonnement 6 mois	8
Abonnement 3 mois	4
Abonnement 15 jours	1
Abonnement 7 jours	0,50
Abonnement 3 jours	0,25
Abonnement 1 jour	0,10
Abonnement 12 mois	15
Abonnement 6 mois	8
Abonnement 3 mois	4
Abonnement 15 jours	1
Abonnement 7 jours	0,50
Abonnement 3 jours	0,25
Abonnement 1 jour	0,10

Importante découverte en...

cancer du côlon pourrait être due à une anomalie du chromosome 5

Nouvelle aggravation en juin

Le déficit du commerce extérieur américain affaiblit le dollar

Vivre à crédit

En attendant, le très mauvais résultat du commerce extérieur américain, en juin, confirme que les États-Unis continuent à vivre au-dessus de leurs moyens. Le Congrès trouvera, dans cette nouvelle détérioration, des arguments pour imposer à M. Ronald Reagan des mesures protectionnistes. Certains, dans l'administration, ne manquent pas de relancer quelques petites phrases en faveur d'une baisse supplémentaire du billet vert. Pendant combien de temps et dans quelles conditions, le reste du monde, d'est-à-dire essentiellement les Japonais, acceptera-t-il de financer les déficits américains ?

Le gouvernement comme les gourous de Wall Street en étaient convaincus : la forte baisse du dollar (il a perdu près de 50 % de sa valeur depuis ses sommets de février 1985) finirait par provoquer une contraction du déficit commercial. Les résultats de mars et avril avaient fait naître quelques espoirs. Avec ceux de mai et juin, l'optimisme disparaît. Les explications conjoncturelles (anticipation d'achats pétroliers à la suite des tensions dans le Golfe) n'y feront rien. Cette année, le déficit commercial américain menace de dépasser son niveau record de 1986 (156,3 milliards de dollars).

L'Amérique vit donc à crédit. Mais chaque emprunt, État ou particulier, le sait, l'emprunt crée entre le créancier et le débiteur une relation de dépendance. L'endettement des États-Unis amène une nouvelle dépendance, financière, à l'égard de ses créanciers, notamment le Japon.

Pour l'instant, les États-Unis ne semblent rencontrer aucune difficulté majeure pour trouver des prêteurs. La bonne tenue du dollar au cours des dernières semaines confirme que, pour les grands investisseurs internationaux, la devise américaine reste, en période de tensions, une valeur refuge. Le succès, pour le Trésor américain, de l'opération de refinancement de la dette au cours de la semaine écoulée est une autre preuve, comme les records successifs enregistrés à Wall Street.

L'Amérique offre l'image d'une économie dynamique dans un climat mondial plutôt morose. L'activité y est relativement soutenue. Le chômage baisse. L'inflation a certes repris, mais elle reste modérée. Les entreprises continuent à dégager des profits importants. Même les exportations sont en hausse.

Les États-Unis bénéficient, surtout en ces temps de déséquilibre, de l'importante capacité d'épargne des Japonais. Peuple en voie de vieillissement, le Japon prépare l'avenir en se constituant d'importantes réserves et en les plaçant au mieux. La force de frappe financière japonaise est aujourd'hui en pleine explosion. Ayant acquis des bons du Trésor américain ou des actions à Wall Street, les Japonais ont intérêt à ce que le dollar reste fort. Les autorités américaines, au contraire, veulent un billet vert en baisse.

La bataille entre les États-Unis et le Japon n'est pas seulement commerciale. Elle est aussi monétaire et financière.

Le déficit du commerce extérieur américain s'est élevé à 15,7 milliards de dollars en juin (contre 14,04 milliards en mai), selon les chiffres publiés à Washington, le vendredi 14 août.

Cette dégradation a provoqué une baisse du dollar, qui est tombé au-dessous de 150 yens avant de remonter légèrement.

(Lire page 9 l'article d'HENRI PIERRE et nos informations pages 10 et 11.)

En France
Solde négatif
de 3,1 milliards de francs
en juillet
Lire page 9

Rapide dépréciation de la monnaie

L'économie libanaise est menacée d'effondrement

Le secrétaire général adjoint pour les affaires économiques de la Ligue arabe, M. Abdel Mohsen Zaizali, est arrivé, le vendredi 14 août, à Beyrouth, où il s'est entretenu avec les responsables de la situation économique critique du Liban. La monnaie nationale a perdu 70 % de sa valeur par rapport au dollar au cours des six derniers mois. Les dirigeants libanais souhaitent inscrire ce problème à l'ordre du jour de la réunion du Fonds monétaire arabe, le 23 août, à Tunis, et de celle des ministres des finances des pays arabes, le 2 septembre, également à Tunis.

BEYROUTH
de notre correspondant

Ça y est : le dollar flirte avec les 250 livres libanaises (L.L.) ; quand la guerre a commencé, en 1975, il en valait 2,50...

Normal au bout de douze ans de guerre ? Au printemps 1983 pourtant, il y a à peine plus de quatre ans et après huit ans de guerre, 1 dollar ne valait encore que 3,70 L.L. C'était l'époque de la guerre dans la prospérité. Finalement, les Libanais se disent aujourd'hui que le taux de 85 L.L. du 1^{er} janvier 1987, c'était le paradis, eux qui se croyaient en enfer. Et ils se demandent avec

une réelle angoisse si un jour il ne rétrograderait pas d'un dollar à 250 L.L.

Un pays n'est pas un taux de change. Le Liban, si.

La preuve ? Tout se bloque. La Banque du Liban, dont le gouverneur a indiqué que les réserves en devises avaient atteint la ligne rouge, ne peut ouvrir les crédits nécessaires à l'achat de carburant. Plus de carburant, plus de transports, mais aussi plus d'électricité, donc plus d'usines, plus d'hôpitaux, plus de boulangeries.

L'effondrement n'est pas pour aujourd'hui, mais sans doute pour demain.

LUCIEN GEORGE.
(Lire la suite page 4.)

Un mélange d'encyclopédisme et de bon sens

Feu le « sanctificat » d'études

par Jean-Pierre Rioux

La nouvelle n'ayant pas fait grand bruit, on ne la rangera donc pas à la rubrique de ces mauvais coups de l'été qui font enrager les syndicats et les oppositions. Mais enfin, tous les cœurs vaillants de la République ont en un léger pincement de nostalgie civique en apprenant que le certificat d'études primaires va disparaître. Ainsi en a décidé, nous dit-on, le Conseil de l'enseignement général et technique à la veille des grandes vacances.

L'examen sera maintenu, est-il précisé, dans les DOM-TOM, sans doute parce que là-bas de grands enfants ne se lassent pas de diviser la fraction, de tourner la rédaction et de saluer leurs ancêtres les Gaulois. Mais les métropolitains, eux, seront libérés de la forme d'obligation scolaire que sanctionnait le certificat en 1989 : l'administration de la rue de Grenelle ayant alors au tout début de l'été, on ne craindra pas d'appliquer l'étrange

concordance des temps qui condamne le « certifi » l'année même où l'on célébrera le bicentenaire d'une Révolution qui eut, on le sait, quelques idées en la matière ! Pour tout dire d'un mot, on aura compris aisément qu'une France riche de six chaînes de télévision pour instruire le peuple rejette un examen obsolète où l'on vérifiait qu'était acquis « tout ce qu'il n'est pas permis d'ignorer ».

Pendant près d'un siècle, le certificat d'études fut pourtant un de ces rites de passage qui marquent une conscience collective. Bien avant l'adoubement des milles au service militaire, coïncidant le plus souvent avec l'âge de la communion solennelle, il fut le quinquies de l'enfance, le signe tangible - tous nos greniers regorgent de diplômes encadrés qu'on affichait avec orgueil - d'une bonne conduite scolaire qui se confondait avec la moralité tout court.

Il y avait du religieux dans cet humble parchemin : les paysans

de mon Limousin ne s'y étaient pas trompés, qui parlaient avec révérence du « sanctificat », dans un fier néologisme mêlé de patois.

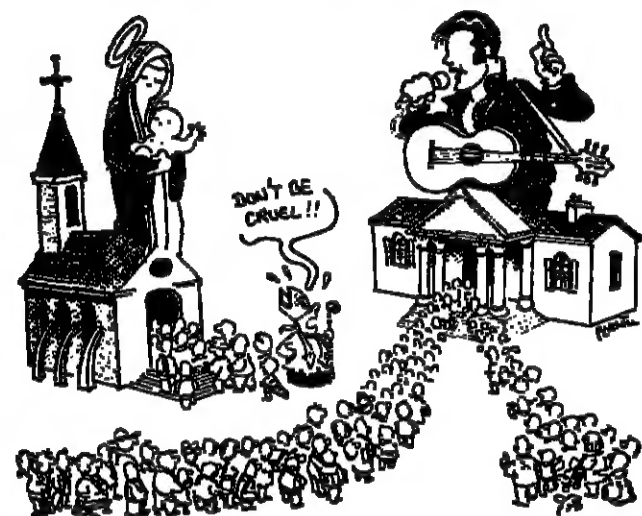
Le raccourci « certifi », qui sent son argot parisien et sa fronde urbaine, dit bien l'impatience d'aller au-devant de la vie avec ce passeport en poche. Mais « sanctificat » laisse mieux entendre que, en franchissant l'obstacle, on était armé à jamais. Malheur donc à celui qui trébucha sur la division à virgule ou le point de croix, à celui que déroutaient l'analyse logique et l'accord du participe au jour fatal ! Mais quelle gloire pour les élus et leur parentèle ! Les familles des pauvres d'esprit qui butaient sans capot sur deux et deux font quatre poussaient même le petit. Et l'on saluait jusqu'à son lit de mort un ancien « premier du canton ». A l'évidence, le certificat scella la promotion républicaine.

(Lire la suite page 3.)

Un navire indien percute une mine dans la mer d'Oman

Un navire de ravitaillement a pris feu après avoir percuté une mine, le samedi matin 15 août, dans la mer d'Oman, a-t-on appris auprès de sources maritimes dans le Golfe : quatre personnes de nationalité indienne sont portées disparues. Selon les premières informations, l'accident s'est passé à une dizaine de milles au large de l'émirat de Foujeirah. Le bateau - l'« Anita » - appartient à la compagnie Gulf Agency, une firme de fournitures pétrolières. - (AP.)

Les fêtes du 15 août



PAGES 5 et 7

Victoire travailliste en Nouvelle-Zélande

M. David Lange, premier sortant, a été reconduit au pouvoir à Wellington.

PAGE 12

Les affrontements tchado-libyens

Une contre-attaque des forces de Tripoli à Aozou aurait été repoussée.

PAGE 12

Les grèves en Afrique du Sud

Plus de cent mineurs blessés par les forces de l'ordre.

PAGE 3

La tournée des plages de M. Le Pen

A la fin de son tour de France, le président du Front national propose une « concertation » à M. Chirac et M. Barre.

PAGE 12

Le sommaire complet se trouve page 12

Le conquérant mongol à nouveau vénéré en Chine

Gengis Khan, héros national

EJIN-HORO
de notre envoyé spécial

Dans cette steppe sableuse et semi-désertique du plateau des Ordos, on aperçoit de loin les trois coupoles vernissées du mausolée de Gengis Khan. C'est là, dans la boucle du fleuve Jaune, à sept heures de voiture de Huhhot, capitale de la région autonome de Mongolie-Intérieure, que les autorités restaurent le monument dédié au plus fameux des Mongols, tour à tour loué ou dénoncé selon les humeurs de Pékin.

Des ouvriers achèvent les escaliers menant aux trois yourtes (tentes de peau) stylisées, des peintres s'activent sur une fresque qui, dans un style paotille de Mille et une nuits sinisées, narre

l'histoire de celui qui faillit conquérir le monde.

Quelques yourtes reconstruites, deux selles dont une attribuée à Gengis Khan, selon la jeune guide, qui semble en savoir encore peu sur son « héros national », des armes « qui datent d'une période ultérieure », une statue sculptée par morceaux à partir d'un modèle en plâtre, des médailles et calendriers à son effigie, sont à peu près tout ce que l'on peut y voir. Le cadre respectable assure que l'on attend de nombreux touristes, y compris étrangers, ce qui explique les millions de yuans affectés à ce projet.

Mais Gengis Khan a-t-il vraiment été enterré ici ? La République populaire mongole voisine, qui vient aussi d'élever à nouveau

Gengis Khan au rang de héros, a également son « tombeau ». En fait, il semble bien que non. Il aurait, nous dit-on, passant un jour par là, exprimé son désir d'y être enterré ou bien, après sa mort, le destin aurait voulu que la charrette qui transportait son cadavre y ait été arrêtée par le destin.

Le monument aurait été construit par le Kuomintang il y a un demi-siècle, restauré en 1956 par le régime communiste, avant d'être vandalisé et transformé en entrepôt pendant une révolution culturelle qui fut particulièrement sanglante en Mongolie-Intérieure. « Il fallait bien trouver un endroit où présenter tout cela », dit le guide.

PATRICE DE BEER.
(Lire la suite page 3.)

LE DOSSIER
BARRIE

Un procès
pour l'histoire

Le Monde
NUMÉRO SPÉCIAL HORS SÉRIE
40 pages - 25 F

EN VENTE
CHEZ VOTRE MARCHAND
DE JOURNAUX



Dates

Il y a quarante ans, l'indépendance des Indes

Un empire fracturé



pelements collectifs. Des milliers d'hindous qui avaient salué l'avènement de l'Inde indépendante se retrouvaient en territoire musulman, et vice versa.

Au Pendjab, la tragédie fut sans égale : la ligne de partage attribuait la ville de Lahore au Pakistan et celle d'Amritsar, avec son Temple d'or, sanctuaire de la communauté sikh, à l'Inde.

Cinq millions de sikhs et d'hindous se retrouvaient coincés dans la moitié pakistanaise du Pendjab et autant de musulmans étaient relégués dans la partie indienne. Ce découpage allait donner lieu à l'un des plus grands exodes de l'histoire : à la fin du mois de septembre 1947, lorsque les massacres entre hindous, musulmans et sikhs, de part et d'autre de la frontière, atteignirent leur paroxysme, plus de cinq millions de fuyitifs terrorisés se jetèrent sur les routes pour gagner l'un des deux Etats où leur communauté d'origine était majoritaire.

565 Etats princiers

Nul ne sait avec exactitude combien de personnes périrent au cours de l'été et de l'automne de cette année-là, les estimations sur ce point variant de deux cent mille à près de deux millions de morts. Nul ne sait, non plus, quelle ampleur aurait pris cette tragédie si Mountbatten, en parfait accord avec Nehru et Jinnah, n'avait fait en sorte, une fois l'accord des chefs des principales communautés obtenu, de hâter le plus possible la date de la proclamation de l'indépendance, celle-ci intervenant dix mois avant l'échéance initialement fixée par Londres.

Le 15 août 1947, le dernier vice-roi des Indes avait encore une mission délicate à accomplir. Il restait, en effet, à celui qui Nehru avait demandé de devenir le premier gouverneur général de l'Inde indépendante (ce qui était un hommage exceptionnel rendu à la Grande-Bretagne) à régler la situation des derniers des cinq

cent soixante-cinq Etats princiers qui refusaient d'intégrer leur territoire à l'Inde ou au Pakistan. Souverains héréditaires et absolus, les maharajas, rajahs, nawabs et nizams régnaient sur un quart de la population des Indes et sur un tiers de son territoire.

Nombre d'entre eux avaient puissamment aidé la couronne britannique durant la seconde guerre mondiale, grâce à leur fortune et à leurs armées, et en échange Londres leur avait garanti la pérennité de leur pouvoir et leur autonomie intérieure.

Les dirigeants du Congrès indien, tout comme Jinnah, exigeaient le démantèlement des Etats de ces seigneurs féodaux, et le plan Mountbatten l'impliquait. Les uns après les autres, ils furent contraints de choisir entre l'Inde et le Pakistan. Seuls trois irréductibles, le maharajah du Cachemire, le nawab de Junagadh et le nizam de Hyderabad avaient conservé leur indépendance en octobre 1947. Par deux interventions militaires, l'Inde détruisa les monarchies de Junagadh et Hyderabad, le premier à la fin de l'année 1947, le second en 1949. Quant au maharajah du Cachemire, l'invasion pakistanaise marquée d'octobre 1947 eut raison de son obstination, l'essentiel de son territoire étant, à la suite de l'affrontement indo-pakistanaise, rattaché à l'Inde.

Le « père du Pakistan », Mohammed Ali Jinnah, ne survécut guère à la réalisation de son rêve : le 11 septembre 1948, huit mois après l'assassinat de Gandhi, qui fut son adversaire politique, il mourut à Karachi, sa ville natale. Sa volonté d'imposer, contre vents et marées, un Etat morcelé en deux territoires resta longtemps la plus forte : il fallut, en effet, attendre la guerre du Bangladesh, en 1971, pour assister à l'éclosion du Pakistan en deux Etats distincts — comme l'avait prévu le dernier vice-roi des Indes, Louis Mountbatten, près d'un quart de siècle plus tôt.

LAURENT ZECCHINI

« Il y a de nombreuses années, nous avons donné un rendez-vous au destin, et l'heure est venue de tenir notre promesse. Sur le coup de minuit, quand dormaient les hommes, l'Inde s'éveillera à la vie et à la liberté... » En adressant ces mots, dans la soirée du 14 août 1947, aux députés réunis dans l'enceinte du Parlement de Delhi, Jawaharlal Nehru ne pouvait pas savourer pleinement ce moment historique.

Bien avant que sonne l'heure fatidique qui libérât son pays de trois siècles et demi de colonisation britannique, le prix de la liberté s'était traduit par des centaines, voire des milliers de morts lors des affrontements intercommunautaires entre hindous, musulmans et sikhs.

Le Pendjab, la province la mieux administrée par les colonisateurs anglais, était à feu et à sang. Quelques heures avant de monter à la tribune, Nehru avait reçu un appel téléphonique en provenance de Lahore : la capitale bien-aimée des rois mogols, la ville la plus fastueuse du territoire des Indes britanniques sombrerait dans une folie meurtrière. La force spéciale de cinquante-cinq mille hommes créée par lord Mountbatten pour maintenir l'ordre au Pendjab allait se révéler dramatiquement insuffisante.

Un empire de quatre cent-dix millions d'êtres humains, jusqu'à lui uni par la main de fer britannique, se disloquait pour donner naissance à deux Etats indépendants, et cette « opération chirurgicale » contre laquelle Londres et le dernier vice-roi des Indes, Louis Mountbatten, s'étaient opposés en vain, ne pouvait sans doute s'effectuer sans drame. Les déclarations de l'époque des trois principaux protagonistes de la marche des Indes vers l'indépendance, lord Mountbatten, Jawaharlal Nehru, premier ministre du nouvel Etat indien, et Mohammed Ali Jinnah, le « père » du Pakistan, montrent cependant qu'aucun d'entre eux n'avait prévu que l'indépendance entraînerait un tel cycle de violence.

Les massacres du Pendjab en annonçaient beaucoup d'autres : la logique de la partition, c'est-à-dire la constitution d'un Etat musulman regroupant le Pakistan oriental, impliquait une gigantesque transhumance des deux principales communautés de l'ancien empire, les musulmans et les hindous, qui fut marquée par de multiples massacres.

Ce jour-là pourtant, le 14 août, au-delà des murs de l'hémicycle du Parlement où les portraits des vice-rois des Indes avaient été remplacés par des oriflammes safran, blanc et vert, couleurs de l'Inde indépendante, des millions d'hommes laissaient exploser leur joie.

Un seuil d'explosion

Du nord au sud, de l'est à l'ouest du pays, des réjouissances marquèrent la fin de l'époque coloniale. Le plus étonnant de cette période est que nulle part la passion des pouvoirs entre colonisateurs et colonisés ne s'accompagna d'incidents anti-britanniques.

Ces White Englishmen dont Kipling avait si souvent vanté la prédisposition à dominer « ces pauvres peuples privés de leurs lois » s'en allaient, et dans tout l'empire, de la lointaine passe du Khyber qui ouvre la route vers l'Afghanistan au cap Comorin, des plaines du Gange à celles de l'Indus, des manifestations souvent émouvantes de fraternité marquèrent le remplacement de l'Union Jack par les couleurs indiennes et pakistanaises.

Cette aventure coloniale que le 1^{er} janvier 1947 Louis Mountbatten, vicomte de Birmanie, ancien commandant suprême interallié du Sud-Est asiatique pendant la seconde guerre mondiale, avait reçu du premier ministre britannique, Clement Attlee, l'ordre de conclure, avait commencé trois siècles et demi plus tôt : en août 1600, le premier galion de l'East India Trading Company avait jeté l'ancre au nord de Bombay. Les Anglais débarquaient aux Indes, motivés par le seul souci d'y réaliser de fructueux bénéfices commerciaux.

Pourquoi partir ? Deux raisons essentielles se superposent, deux conflits expliquent la volonté de Londres de mettre fin à sa domination sur les Indes. Le premier opposait colonisateurs et colonisés, le second les Indiens — musulmans et hindous — entre eux.

En septembre 1947, Robert Guillaud écrivait ainsi, dans les colonnes du Monde, ce qui fut à l'origine de cette décision historique : « L'Angleterre voit venir le moment où le pays explosera dans une double conflagration : rébellion contre la domination étrangère et guerre civile entre hindous. Or elle se découvre trop faible, pour faire face à un tel orage. Elle n'a ni assez d'argent, ni assez de troupes, ni ce qu'il faut de cadres civils, car l'Indian Civil Service est en pleine décomposition par suite de l'arrêt du recrutement depuis 1943. »

Dominique Lapiere et Larry Collins, dont le livre Cette nuit la liberté fait autorité sur toute cette période, rappellent aussi que, paradoxalement, malgré son extraordinaire ensemble de possessions, de colonies, de protectorats et de condominiums, l'Angleterre était, à l'époque, un pays affaibli. En outre, depuis près d'un quart de siècle, le mouvement nationaliste indien avait acquis une force qu'il n'était plus possible, à terme, d'endiguer.

Lapiere et Collins écrivent à ce sujet : « Soutenu par la tradition, l'histoire et les religions violemment opposées, sournoisement exacerbé dans le passé par la politique britannique, qui avait cherché à « diviser pour régner », le conflit était arrivé à un seuil d'explosion. Les chefs de cent millions de musulmans exigeaient aujourd'hui que la Grande-Bretagne déchirât l'unité de l'Inde et durement éditée pour leur donner un Etat islamique indépendant. En cas de refus, ils menaçaient de provoquer la guerre civile la plus sanglante qu'il y ait jamais connue l'Asie. Tout aussi résolu à s'opposer à cette ambition étaient leurs adversaires, les dirigeants du parti du Congrès, qui regroupait la plupart des trois cents millions d'hindous (...). Pris au piège entre ces deux positions apparemment inconciliables, l'Angleterre s'enfonçait chaque jour davantage dans un guêpier dont elle semblait incapable de se dégager. »

Seul sans doute de tous les acteurs de cette époque, le mahatma Gandhi avait une claire perception des drames que ne pouvait manquer d'engendrer la partition. De toutes ses forces, contre l'avis des chefs du Congrès, de Nehru notamment, il lutta en vain contre cette perspective.

Le mahatma (la « grande âme », qui fut l'artisan du mou-

vement d'émancipation de l'Inde indépendante, devint, de facto, à partir du moment où Londres avait pris sa décision, le meilleur allié de ses anciens gestionnaires : sa doctrine de la non-violence, ses marches pour la paix, ses jeûnes, eurent pour effet, en de multiples occasions, de calmer de soudaines poussées de violence entre communautés. Mountbatten, même à persuader Gandhi de se rendre à Calcutta, la ville sans doute la plus fanatisée de tout l'empire, pour éviter le pire. Le « miracle » Gandhi, une fois de plus, se réalisa : Calcutta, jusqu'à la mort du mahatma au moins, échappa aux massacres qui ravagèrent le Pendjab.

Dans le cadre du Commonwealth

En obtenant de Clement Attlee les pleins pouvoirs pour mener sa tâche à bien, Mountbatten avait aussi reçu comme consigne de réaliser l'indépendance des Indes avant le 30 juin 1948. Le dernier vice-roi des Indes avait, non sans mal, réussi à surmonter, à Londres, les dernières réticences des nostalgiques du « rêve impérial », en obtenant de la part de leurs futurs gouvernants que l'Inde et le Pakistan indépendants demeurent liés à la Grande-Bretagne dans le cadre du Commonwealth.

Pourtant, le charisme de l'amiral Mountbatten se révéla inopérant face à la volonté inébranlable de Mohammed Ali Jinnah. Autant le vice-roi avait réussi à nouer des liens de confiance réciproque, voire d'amitié, avec Nehru et Gandhi, autant la personnalité secrète et intraitable de celui qui était peu à peu devenu le leader absolu de la Ligue musulmane réduisit le dialogue entre les deux hommes au strict minimum. Pour Jinnah, la seule voie possible était la constitution d'un Etat musulman indépendant, le Pakistan, issu du regroupement de deux grandes provinces des Indes, le Pendjab et le Bengale, où vivaient d'importantes communautés musulmanes. La détermination de cet ancien avocat du barreau de Londres l'emporta, apparemment contre toute logique, puisque les deux moitiés du Pakistan étaient séparées par 2 000 kilomètres de territoire indien, sans aucun moyen de communication entre elles.

A un homme seul, un Anglais, Sir Cyril Radcliffe, échut l'impossible tâche de partager les territoires des deux nouveaux Etats. Se conformant strictement à sa mission, cet éminent juriste entreprit de délimiter les frontières, attribuant aux Indiens les zones à majorité hindoue et aux Pakistanaïses à majorité musulmane. Le résultat de ce travail fut, comme il était prévisible, un désastre. Le scalpel de Sir Cyril Radcliffe sépara en deux des communautés, des villages, des champs et des rivières, des équi-

RENDEZ-VOUS

Lundi 17 août. — Panama : Grève de soixante-douze heures contre le gouvernement et le chef des forces armées.

Jeudi 20 août. — Brésil : Journée de grève générale à l'appel des principales fédérations syndicales.

Samedi 22 août. — Colombie : Visite de Mme Alliot-Marie, secrétaire d'Etat à l'éducation.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-87-27
Téléx MONDIPAR 650 572 F
Télécopieur : (1) 46-23-08-81

Edité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Dirige de la société :
cent ans à compter de
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
M.M. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Cordocateur en chef :
Claude Salas.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-31 et 45-55-91-71
Téléx MONDIPUB 306 136 F

Imprimé
à Le Monde
7, rue de Montparnasse
PARIS 6

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Le Monde

TELEMAQUE

Composé 3015 - Taper LEMONDE

ABONNEMENTS
BP 50709
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

1 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 2 030 F

ÉTRANGER (par messagerie)

1 - BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

2 - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire

tous les noms propres en capitales

d'impression.

Le Monde (USPS 785-910) is published daily,
except Sundays for \$480 per year by
the Monde c/o Spedintex, 45-46 38th
Street, LCI, NY 11104. Second class postage
paid at LCI and additional offices. NY
postmaster : send address changes to
the Monde c/o Spedintex USA, INC, 45-46 38th
Street, LCI, NY 11104.

Le Monde

classés et documents

LA GUERRE D'ALGERIE

L'histoire d'une tragédie à
travers les articles les plus
significatifs du Monde. La
chronologie des événe-
ments. Le portrait des prin-
cipaux protagonistes.

14 F

ABONNEMENTS VACANCES



FRANCE	ÉTRANGER (voie normale)
2 semaines ... 76 F	2 semaines ... 145 F
1 mois ... 150 F	1 mois ... 261 F
2 mois ... 260 F	2 mois ... 482 F
3 mois ... 354 F	3 mois ... 687 F

Tarifs par avion, nous contacter :
tél. 42-47-98-72

Pour recevoir régulièrement le Monde à votre adresse de vacances,
retournez ce bulletin rempli en majuscules, DIX JOURS avant
votre départ, et adressez-le avec le règlement correspondant à :

LE MONDE ABONNEMENTS
BP 50709, 75422 PARIS CEDEX 09

Je m'abonne au Monde du ... au ...
NOM Prénom
Mon adresse de vacances :
N° Rue
Localité
Code postal : Ville
Pays
Ci-joint mon versement F

Pensez à nous signaler vos changements d'adresse dès maintenant
(10 jours de délai) en nous indiquant votre numéro d'abonnement
ou votre adresse actuelle

CHILI

Parti communiste à rompre relations avec l'opposition armée

Il est interdit de publier des informations
relatives aux activités du F.P.C.

La mort de deux membres du
F.P.C. a été annoncée par les
autorités militaires. Le F.P.C. a
répondu qu'il s'agissait de deux
membres du F.P.C. qui avaient
été tués par les forces armées.

Les dirigeants du F.P.C. ont
déclaré qu'ils ne se rendent pas
à la prison. Ils ont déclaré qu'ils
sont prêts à mourir pour la liberté.

Pour le P.C., le mouvement
armé est une nécessité. Il est
nécessaire de lutter contre le
régime militaire.

Le mouvement armé est
nécessaire pour la liberté.

Le mouvement armé est
nécessaire pour la liberté.

Le mouvement armé est
nécessaire pour la liberté.

Le mouvement armé est
nécessaire pour la liberté.

Le mouvement armé est
nécessaire pour la liberté.

Le mouvement armé est
nécessaire pour la liberté.

Le mouvement armé est
nécessaire pour la liberté.

Le mouvement armé est
nécessaire pour la liberté.

Le mouvement armé est
nécessaire pour la liberté.

Le mouvement armé est
nécessaire pour la liberté.

Le mouvement armé est
nécessaire pour la liberté.

Le mouvement armé est
nécessaire pour la liberté.

Le mouvement armé est
nécessaire pour la liberté.

Le mouvement armé est
nécessaire pour la liberté.

Le mouvement armé est
nécessaire pour la liberté.

Le mouvement armé est
nécessaire pour la liberté.

Le mouvement armé est
nécessaire pour la liberté.

Le mouvement armé est
nécessaire pour la liberté.

Le mouvement armé est
nécessaire pour la liberté.

Le mouvement armé est
nécessaire pour la liberté.

Le mouvement armé est
nécessaire pour la liberté.

Le mouvement armé est
nécessaire pour la liberté.

Le mouvement armé est
nécessaire pour la liberté.

Le mouvement armé est
nécessaire pour la liberté.

Le mouvement armé est
nécessaire pour la liberté.

Le mouvement armé est
nécessaire pour la liberté.

Le mouvement armé est
nécessaire pour la liberté.

Le mouvement armé est
nécessaire pour la liberté.

Le mouvement armé est
nécessaire pour la liberté.

Le mouvement armé est
nécessaire pour la liberté.

Le mouvement armé est
nécessaire pour la liberté.

Le mouvement armé est
nécessaire pour la liberté.

Le mouvement armé est
nécessaire pour la liberté.

Le mouvement armé est
nécessaire pour la liberté.

Le mouvement armé est
nécessaire pour la liberté.

Le mouvement armé est
nécessaire pour la liberté.

Le mouvement armé est
nécessaire pour la liberté.

Le mouvement armé est
nécessaire pour la liberté.

Le mouvement armé est
nécessaire pour la liberté.

Le mouvement armé est
nécessaire pour la liberté.

Le mouvement armé est
nécessaire pour la liberté.

Le mouvement armé est
nécessaire pour la liberté.

Le mouvement armé est
nécessaire pour la liberté.

Le mouvement armé est
nécessaire pour la liberté.

Proche-Orient

La tension dans le Golfe

La France dépêche un troisième dragueur de mines dans l'océan Indien

Les Emirats arabes unis ont refusé, le vendredi 14 août, l'offre iranienne de participation au déminage de leurs eaux territoriales en mer d'Oman et ont également annoncé que ces eaux ne recelaient « presque plus de mines ». Le refus des Emirats est intervenu alors que Téhéran avait fait appareiller le même jour sa marine pour les eaux internationales hors du détroit d'Ormuz, afin qu'elle soit « prête à agir en cas de réponse favorable des Emirats ».

Dans un mémorandum du ministre des affaires étrangères des Emirats remis au ministre iranien des affaires étrangères, Abou-Diabi a indiqué que les services concourent des Emirats « poursuivront, par leurs propres moyens, les opérations de sautage des eaux territoriales de l'Etat pour s'assurer qu'elles ne recèlent aucun obstacle à la navigation... Les Emirats remercient l'Iran pour son offre, mais expriment leur profonde conviction que les efforts de tous doivent s'orienter actuellement vers la recherche d'un arrêt immédiat de la guerre Irak-Israël, seul moyen de barrer la route aux tentatives d'interventions étrangères et de déstabilisation de la région ».

La France estime, pour sa part, que la tâche de déminage est loin d'être terminée, puisqu'elle a décidé d'envoyer trois dragueurs de mines dans l'océan Indien, et non pas seulement deux ainsi qu'il avait été précédemment annoncé. Ce sont donc quatre bâtiments — trois dragueurs de mines et un navire de soutien logistique — qui vont appareiller — probablement lundi — pour rejoindre le groupe aéronaval de Toulon, envoyé dans la région à la suite de la crise franco-iranienne. Ils mettront deux semaines pour rejoindre l'escadre française. Au ministère de la Défense, on assure que la décision de faire partir un troisième dragueur de mines, le *Ving-Long*, a été prise par l'état-major de la marine, parce que cette unité fait partie de la même « division » maritime que les deux autres dragueurs de mines.

La marine américaine a, pour sa part, envoyé vers la région du Golfe une nouvelle frégate lance-missiles et un second porte-avions, en vue de relever certains des navires déjà présents dans cette zone. La frégate *Hawes* doit ainsi remplacer le croiseur *Fox* et le porte-avions *Conestoga* et ses navires d'escorte seront remplacés par le *Ranger* et son groupe de combat composé d'un

croiseur, deux destroyers, trois frégates et un navire ravitailleur. Le *Ranger* a quitté jeudi dernier la base de Subic-Bay aux Philippines pour se diriger vers l'océan Indien.

Ce déploiement de forces ne semble pas inquiéter outre mesure l'Iran. Le commandant en chef de la marine iranienne, le général Ali Khamenei, a déclaré vendredi, au cours d'un discours marquant la grande fête des chéites par laquelle ils célèbrent la désignation du premier de leurs douze imams, l'imam Ali, comme successeur direct du prophète Mahomet, que « ceux qui tentent pour que règne la justice doivent s'attendre à être persécutés ». « Personne ne dérange les musulmans quand ils se contentent de prier, mais on cherche à les écarter des lieux de soulevement », a-t-il poursuivi en appelant à « se révolter contre les valeurs tendancielles et à lutter contre ceux qui recherchent la puissance et qui veulent amasser les biens de ce monde ». L'imam Khomeiny s'est enfin félicité de « l'hostilité » des médias et de celle des Etats-Unis, notamment, dont « le tapage, a-t-il dit, ne sert à rien sinon à nous renforcer ».

Lors de la prière du vendredi à Téhéran, le président iranien Ali Khamenei a accusé les Etats-Unis de « chercher un prétexte pour entrer

en guerre contre l'Iran ». « Les Etats-Unis, a-t-il dit, ont l'impression que l'Iran est en train de gagner. C'est pourquoi ils souhaitent entrer dans la bataille aux côtés de l'Irak ». Il a ajouté cependant que les Etats-Unis hésitent à franchir le pas, car « ils n'ont pas le courage, parce qu'ils savent qu'ils sont vulnérables. Ils savent très bien qu'ils vont au-devant non seulement d'une défaite militaire, mais également d'une humiliation certaine, ce qui pour eux est pire ».

Le président Khamenei a indiqué que les forces iraniennes ne s'en prendraient aux unités navales américaines que « si celles-ci nous attaquent ». « Notre politique n'a pas changé : nous riposterons chaque fois qu'un de nos navires est attaqué, mais nous ne commencerons jamais », a dit le chef de l'Elat iranien, qui a affirmé que son pays « ripostera en temps voulu » à « l'offense » infligée par l'Arabie saoudite à La Mecque. Il a précisé que ces représailles ne devront pas prendre pour cibles des locaux diplomatiques. « La tragédie de La Mecque — qui a fait, selon lui, environ cinq cents morts et plus de deux mille blessés — a été une blessure infligée à l'Islam tout entier et une offense à la République islamique iranienne qui doit être vengée. » — (AFP, UPI).

L'économie libanaise est menacée d'effondrement

(Suite de la première page.)

L'épuisement des stocks devrait entraîner l'arrêt des différents secteurs économiques à des dates s'échelonnant entre fin septembre et fin novembre. Pour allonger le délai de grâce, l'Electricité du Liban a déjà mis en place un premier programme de rationnement de cinq heures par jour qui ira, à coup sûr, en s'alourdisant. Quant aux hôpitaux, usines, supermarchés et autres entreprises, il leur est strictement interdit de fonctionner, ils n'ont pas de carburant pour les faire tourner.

Le blocage économique s'ajoute donc au blocage politique des deux s'alimentant mutuellement. « Nous courons droit à la catastrophe », clament en chœur tous les ministres — qui ne gouvernent pas — et tous les milices qui contrôlent des parcelles du territoire national mais, bien entendu, personne ne considère avoir une miette de responsabilité dans cet état de choses.

Avant même que ne soit posé en termes aussi aigus le problème de l'approvisionnement énergétique (les pannes de courant et les files d'attente aux stations d'essence font partie du quotidien), une inflation débridée qui a atteint 100 % en 1986 puis autant au premier semestre de 1987, menaçait le citoyen dans sa vie quotidienne.

Avec un salaire minimum qui, après avoir égalé les deux tiers du SMIC français en 1983, dernière année « normale », s'élève aujourd'hui que le quart, la pauvreté s'installe progressivement dans les familles.

Mais la ligne de crasse n'est pas tant constituée par le salaire que par la « dollarisation » ou la « non-

dollarisation » de tout ou partie des ressources de chaque cellule familiale. C'est aujourd'hui au Liban le vrai critère de la situation financière. Or, on peut estimer que presque la moitié de la population possède un lien avec une devise étrangère et se trouve, de ce fait, sauvée, lorsqu'elle ne s'enrichit pas. Les bénéficiaires se répartissent en trois catégories :

• Ceux qui possèdent eux-mêmes des devises : 150 000 à 200 000 comptes en devises sont ouverts au Liban, sans oublier les comptes à l'étranger appartenant à des Libanais.

• Ceux qui bénéficient d'un apport de l'étranger, si modique soit-il : aujourd'hui, une famille qui reçoit 1 000 francs par mois d'un parent émigré, vient d'ajouter à ses ressources locales, passe au stade de la subsistance ; à 500 francs, elle est sauvée. De tels transferts étaient initialement destinés à couvrir les besoins de la famille, mais ils ont été détournés pour acheter des biens de consommation. Mais certains de ces entrepreneurs, en découvrant l'exportation et le commerce de devises, ont commencé à spéculer. Ils y ont gagné, mais ils ont aussi ruiné beaucoup d'autres. Et c'est ainsi que, dans les milieux chrétiens, la proportion de M. Hoss n'a pas été rejetée. Mais elle ne franchit sans doute pas les citernes politiques et il est vraisemblable que le double blocage de l'économie et des institutions conduira à aller en s'aggravant durant l'année, précédant l'élection présidentielle qui devrait se dérouler — si elle se déroule — avant septembre 1988.

Lucien GEORGE.

Un pays troussé et cloisonné, mais de ces nouveaux riches que sont tous les Libanais de l'étranger, venus en nombre passer l'été le moins cher et, pour eux, le plus agréable : avec 10 000 FF, 200 000 LL au début de l'été, 350 000 aujourd'hui, et qui sait combien demain... Ils sont les nababs des plages et des restaurants. La compagnie aérienne nationale MEA met en service les vols supplémentaires qu'elle peut pour faire face au rush.

L'Etat lui-même, spolé de toutes parts, croulant sous une dette de 130 milliards de LL et qui s'arrête à tourner demain faute de ressources s'il n'obligeait les banques à lui prêter la totalité de leurs fonds en livres libanaises, n'a-t-il pas aussi, d'une certaine façon, allégué sa dette qu'il n'est plus, exprimée en dollars, de 500 à 600 millions contre 2 milliards en 1983 ? Pour sortir de l'impasse, le premier ministre par intérim, M. Hoss, propose de vendre 20 % de la réserve de la Banque du Liban, ce qui fournirait 800 millions de dollars à placer dans un fonds de stabilisation des changes, suffisant pour couvrir l'ensemble de la dette extérieure en livres libanaises. Théoriquement, le mécanisme est parfait, et même à Beyrouth-Est, dans les milieux chrétiens, la proposition de M. Hoss n'a pas été rejetée. Mais elle ne franchit sans doute pas les citernes politiques et il est vraisemblable que le double blocage de l'économie et des institutions conduira à aller en s'aggravant durant l'année, précédant l'élection présidentielle qui devrait se dérouler — si elle se déroule — avant septembre 1988.

Lucien GEORGE.

Un Etat spolé de toutes parts

Bien des entreprises sont, certes, potentiellement en faillite, et l'économie étouffe par manque de crédits, les banques étant obligées d'investir la majorité de leurs dépôts réservés pour alimenter les caisses de l'Etat, et consacrant tout le reste de liquidités pour soulager leurs clients. Mais certaines de ces entreprises, en découvrant l'exportation et le commerce de devises, ont commencé à spéculer. Ils y ont gagné, mais ils ont aussi ruiné beaucoup d'autres. Et c'est ainsi que, dans les milieux chrétiens, la proportion de M. Hoss n'a pas été rejetée. Mais elle ne franchit sans doute pas les citernes politiques et il est vraisemblable que le double blocage de l'économie et des institutions conduira à aller en s'aggravant durant l'année, précédant l'élection présidentielle qui devrait se dérouler — si elle se déroule — avant septembre 1988.

Lucien GEORGE.

un pays troussé et cloisonné, mais de ces nouveaux riches que sont tous les Libanais de l'étranger, venus en nombre passer l'été le moins cher et, pour eux, le plus agréable : avec 10 000 FF, 200 000 LL au début de l'été, 350 000 aujourd'hui, et qui sait combien demain... Ils sont les nababs des plages et des restaurants. La compagnie aérienne nationale MEA met en service les vols supplémentaires qu'elle peut pour faire face au rush.

L'Etat lui-même, spolé de toutes parts, croulant sous une dette de 130 milliards de LL et qui s'arrête à tourner demain faute de ressources s'il n'obligeait les banques à lui prêter la totalité de leurs fonds en livres libanaises, n'a-t-il pas aussi, d'une certaine façon, allégué sa dette qu'il n'est plus, exprimée en dollars, de 500 à 600 millions contre 2 milliards en 1983 ? Pour sortir de l'impasse, le premier ministre par intérim, M. Hoss, propose de vendre 20 % de la réserve de la Banque du Liban, ce qui fournirait 800 millions de dollars à placer dans un fonds de stabilisation des changes, suffisant pour couvrir l'ensemble de la dette extérieure en livres libanaises. Théoriquement, le mécanisme est parfait, et même à Beyrouth-Est, dans les milieux chrétiens, la proposition de M. Hoss n'a pas été rejetée. Mais elle ne franchit sans doute pas les citernes politiques et il est vraisemblable que le double blocage de l'économie et des institutions conduira à aller en s'aggravant durant l'année, précédant l'élection présidentielle qui devrait se dérouler — si elle se déroule — avant septembre 1988.

Lucien GEORGE.

Un Etat spolé de toutes parts

Bien des entreprises sont, certes, potentiellement en faillite, et l'économie étouffe par manque de crédits, les banques étant obligées d'investir la majorité de leurs dépôts réservés pour alimenter les caisses de l'Etat, et consacrant tout le reste de liquidités pour soulager leurs clients. Mais certaines de ces entreprises, en découvrant l'exportation et le commerce de devises, ont commencé à spéculer. Ils y ont gagné, mais ils ont aussi ruiné beaucoup d'autres. Et c'est ainsi que, dans les milieux chrétiens, la proportion de M. Hoss n'a pas été rejetée. Mais elle ne franchit sans doute pas les citernes politiques et il est vraisemblable que le double blocage de l'économie et des institutions conduira à aller en s'aggravant durant l'année, précédant l'élection présidentielle qui devrait se dérouler — si elle se déroule — avant septembre 1988.

Lucien GEORGE.

Bombardement nocturne des zones chrétiennes au nord de la capitale

BEYROUTH de notre correspondant

Une salve de vingt-quatre fusées GRAD s'est brusquement abattue, dans la nuit du vendredi 14 au samedi 15 août, sur le littoral entre Beyrouth et Dayeh, en secteur chrétien, provoquant plusieurs incendies mais sans faire de victimes.

Selon les Forces libanaises (milice chrétienne), les fusées ont été tirées de la région de l'aéroport à Beyrouth-Ouest (secteur musulman sous contrôle syrien). Depuis plusieurs mois le secteur chrétien n'avait pas été bombardé.

La tension s'est, par ailleurs, ravivée dans le Sud, se traduisant par des escarmouches et une reprise de l'activité des francs-tireurs entre la milice chiite Amal et les Palestiniens autour des camps de Sabra (un quart, sous contrôle, vendredi). Depuis le mois de mars, le calme régnait sur ce front.

Depuis le début de la semaine, l'agitation règne autour des camps de Beyrouth assiégés par Amal : l'armée syrienne, en se déplaçant en février, mais fin août combats mais pas au siège. Les habitants de Chabab manifestent quotidiennement pour obtenir un droit de sortie pour les hommes. Jusqu'ici, seuls les femmes et les enfants peuvent le faire.

L. G.

Europe

URSS

Les « tomates criminelles » de la Volga

Moscou. — Le très sérieux hebdomadaire soviétique *Litovsk* a publié, dans sa dernière édition, parue cette semaine à Moscou, d'une véritable guerre de la tomate opposant, dans la vallée de la Volga, les autorités à des producteurs privés.

L'auteur de l'article, intitulé « Tomates criminelles », fait part aux lecteurs de son étonnement lorsqu'il a appris, au cours d'un voyage dans les villages de la région de Volgograd, avec quelle brutalité la police avait appliqué les instructions des autorités locales, qui souhaitent limiter les cultures de tomates dans les potagers privés.

Dans certains endroits, rapporte l'auteur, les terres ont été complètement défrichées. Dans d'autres, les pots ont été volés et des barrières routières ont été mises en place pour empêcher les villageois d'aller vendre leurs produits au marché. Dans la ville de Dubovka, la police avait

même arrêté les écoliers pour participer à cette action destructrice, qui a provoqué ici et là des affrontements. A la fin, les producteurs se sont rebellés lorsque les forces de l'ordre ont tenté de les empêcher de vendre leurs tomates aux touristes arrivés en car.

La même ville, qui compte environ 5 000 habitants, avait souffert de la sécheresse, car les autorités avaient saisi 186 pots utilisés par les cultivateurs pour arroser leurs potagers.

Le correspondant de l'hebdomadaire soviétique écrit que les autorités craignent de voir les jeunes suivre l'exemple de leurs aînés en cultivant des tomates au lieu de travailler pour l'Etat. Prenant la défense des producteurs, il affirme qu'il s'agit d'anciens combattants, d'invalides ou de ménages, qui n'ont aucune autre source de revenus. — (Reuters).

Quand la presse prend la défense des chrétiens de Kirov...

Il est rare que la presse soviétique prenne la défense de la pratique religieuse contre les tenants de la politique officielle d'athéisme du régime. C'est pourtant ce que vient de faire le *Nouvelles de Moscou*, dans leur édition de mercredi 12 août. Le journal critique les responsables locaux de la ville de Kirov, dans le centre de la Russie, qui, dit-il, « dressent des obstacles » à la réouverture d'une seconde paroisse orthodoxe récemment créée par les habitants de la ville.

La seconde paroisse de Kirov est formée depuis 1982, année où l'église, Saint-Fédor, fut détruite. Depuis, expliquent les *Nouvelles de Moscou*, « les croyants fréquemment l'église de cette ville » de quatre cent mille habitants, la paroisse de Saint-Serafim. Ils y sont tellement nom-

breux que « fréquemment, lorsqu'un d'entre eux est absent, il est considéré comme un délinquant par cause de fractures provoquées par des bouillottes » et que les délinquants « font la queue pour le service funéraire ».

L'hebdomadaire cite plusieurs noms de responsables locaux du Parti communiste qui compliquent à dessein l'entrevue de la seconde paroisse ou encore « persécutent avec acharnement les croyants aussi bien que le prêtre ». Ainsi, M. Valentin Tchoukatchine, secrétaire du comité exécutif du soviet de Kirov, « a tout fait pour que les W.C. soient obligatoirement construits tout près de l'entrée principale de l'église Saint-Serafim et s'est opposé au son des cloches qu'elle considère comme une « survivance bourgeoise ».

... et des jeunes détenus de Leningrad

Un autre tabou vient d'être brisé par le journal *Sovetskaya Rossiya*, qui a publié, vendredi, un tableau très sombre de la vie des jeunes délinquants détenus dans un camp de la région de Leningrad — ainsi que de la mentalité de certains de leurs gardiens. Parmi des jeunes prisonniers, le journal écrit que « leurs yeux s'expriment rien d'autre que l'ennui et la résignation ».

« Nous tentons de les rééduquer, de leur apprendre à travailler et à gagner que le pain de l'homme dans la vie peut être de construire et non de détruire, a confié au journal Alexander Soukoul, adjoint au responsable de l'éducation pénitentiaire dans le camp. Mais pour certains, et nous les avons ici, nous devons leur enseigner à se lever, à dormir dans des draps, à changer leurs sous-vêtements une fois par semaine et à tenir une cuillère dans leur main ».

La journaliste note que les détenus s'entendent que les règlements du camp doivent être strictement observés. C'est pour-quoi ils travaillent même le dimanche, consacré à leur jour de repos, afin d'atteindre les objectifs de production fixés par le plan.

Il cite, enfin, le colonel Alexander Sedov, chef responsable de l'administration pénitentiaire dans la région de Leningrad, qui souligne que le camp est « un Etat dans l'Etat » destiné à des délinquants « dangereux » et qu'il est « justifié » de leur infliger des punitions sévères. Ce responsable ajoute que, s'il ne tenait qu'à lui, aucune information sur le système des camps ne serait diffusée car parler des conditions de détention n'est que « démolage ».

« Nous tentons de les rééduquer, de leur apprendre à travailler et à gagner que le pain de l'homme dans la vie peut être de construire et non de détruire, a confié au journal Alexander Soukoul, adjoint au responsable de l'éducation pénitentiaire dans le camp. Mais pour certains, et nous les avons ici, nous devons leur enseigner à se lever, à dormir dans des draps, à changer leurs sous-vêtements une fois par semaine et à tenir une cuillère dans leur main ».

Lucien GEORGE.

TCHÉCOSLOVAQUIE : Un appel de la Charte 77. — A l'occasion de l'anniversaire de l'intervention soviétique d'août 1968, les porte-parole de la Charte 77 ont renouvelé, dans un document diffusé à Prague, leur exigence du retrait des soldats soviétiques stationnés en Tchécoslovaquie. Ce document, intitulé « Appel de la Charte 77 », est une contre-révolution libérale des bureaucrates effrayés, a-t-il été dit, et ne représente pas une sorte d'Etat dans l'Etat qui se débrouille au contraire et à la législation tchécoslovaque ».

Après d'asseoir l'atmosphère politique dominée par la méfiance et la peur, la Charte demande la proclamation d'une amnistie et la libération de tous les prisonniers politiques et des personnes poursuivies pour leurs convictions religieuses ou civiques. — (AFP).

ESPAGNE : heurts au Pays basque. — Quatre personnes ont été blessées, le vendredi 14 août, lors d'affrontements entre militants basques espagnols et policiers à la clôture du Festival annuel de Saint-Sébastien. La police a tiré des balles en caoutchouc contre les manifestants qui s'étaient rassemblés à l'appel du Parti séparatiste Herri Batasuna pour protester contre l'expulsion par la France de présumés activistes basques. — (Reuters).

ITALIE : l'épouse d'un ambassadeur philippin est arrêtée. — M. M. Glicerio Tantoco, sous-ambassadeur des Philippines au Vatican, lui-même condamné en Italie pour détention illégale d'armes, a été arrêté, le mercredi 12 août, à son arrivée à l'aéroport de Fiumicino. Les policiers ont découvert qu'elle faisait l'objet d'un mandat d'arrêt international tendu le 17 juillet à New-York. Elle est poursuivie par la justice américaine pour une gigantesque escroquerie à l'exportation qui lui aurait rapporté un demi-million de dollars.

Son mari, M. Bienvenido Tantoco, ambassadeur au Saint-Siège du temps du président Marcos, avait défrayé la chronique pendant l'été 1986. Arrêté après la découverte d'un véritable arsenal dans sa luxueuse villa romaine, il avait été condamné à trois ans de prison, mais libéré en liberté provisoire en attendant des différents recours. — (AFP).

DANS NOTRE PROCHAIN NUMERO

Le Monde

ECONOMIE

théâtre

1222 pages, 1987

CAHIER DE LA BIBLIOTHEQUE
1987-1988
1. *Le théâtre en France*
2. *Le théâtre en Europe*
3. *Le théâtre en Amérique*
4. *Le théâtre en Asie*
5. *Le théâtre en Afrique*
6. *Le théâtre en Océanie*
7. *Le théâtre en Australie*
8. *Le théâtre en Nouvelle-Zélande*
9. *Le théâtre en Islande*
10. *Le théâtre en Norvège*
11. *Le théâtre en Suède*
12. *Le théâtre en Danemark*
13. *Le théâtre en Finlande*
14. *Le théâtre en Allemagne*
15. *Le théâtre en Autriche*
16. *Le théâtre en Suisse*
17. *Le théâtre en Belgique*
18. *Le théâtre en Pays-Bas*
19. *Le théâtre en France*
20. *Le théâtre en Europe*

1. *Le théâtre en France*
2. *Le théâtre en Europe*
3. *Le théâtre en Amérique*
4. *Le théâtre en Asie*
5. *Le théâtre en Afrique*
6. *Le théâtre en Océanie*
7. *Le théâtre en Australie*
8. *Le théâtre en Nouvelle-Zélande*
9. *Le théâtre en Islande*
10. *Le théâtre en Norvège*
11. *Le théâtre en Suède*
12. *Le théâtre en Danemark*
13. *Le théâtre en Finlande*
14. *Le théâtre en Allemagne*
15. *Le théâtre en Autriche*
16. *Le théâtre en Suisse*
17. *Le théâtre en Belgique*
18. *Le théâtre en Pays-Bas*
19. *Le théâtre en France*
20. *Le théâtre en Europe*

1. *Le théâtre en France*
2. *Le théâtre en Europe*
3. *Le théâtre en Amérique*
4. *Le théâtre en Asie*
5. *Le théâtre en Afrique*
6. *Le théâtre en Océanie*
7. *Le théâtre en Australie*
8. *Le théâtre en Nouvelle-Zélande*
9. *Le théâtre en Islande*
10. *Le théâtre en Norvège*
11. *Le théâtre en Suède*
12. *Le théâtre en Danemark*
13. *Le théâtre en Finlande*
14. *Le théâtre en Allemagne*
15. *Le théâtre en Autriche*
16. *Le théâtre en Suisse*
17. *Le théâtre en Belgique*
18. *Le théâtre en Pays-Bas*
19. *Le théâtre en France*
20. *Le théâtre en Europe*

1. *Le théâtre en France*
2. *Le théâtre en Europe*
3. *Le théâtre en Amérique*
4. *Le théâtre en Asie*
5. *Le théâtre en Afrique*
6. *Le théâtre en Océanie*
7. *Le théâtre en Australie*
8. *Le théâtre en Nouvelle-Zélande*
9. *Le théâtre en Islande*
10. *Le théâtre en Norvège*
11. *Le théâtre en Suède*
12. *Le théâtre en Danemark*
13. *Le théâtre en Finlande*
14. *Le théâtre en Allemagne*
15. *Le théâtre en Autriche*
16. *Le théâtre en Suisse*
17. *Le théâtre en Belgique*
18. *Le théâtre en Pays-Bas*
19. *Le théâtre en France*
20. *Le théâtre en Europe*

1. *Le théâtre en France*
2. *Le théâtre en Europe*
3. *Le théâtre en Amérique*
4. *Le théâtre en Asie*
5. *Le théâtre en Afrique*
6. *Le théâtre en Océanie*
7. *Le théâtre en Australie*
8. *Le théâtre en Nouvelle-Zélande*
9. *Le théâtre en Islande*
10. *Le théâtre en Norvège*
11. *Le théâtre en Suède*
12. *Le théâtre en Danemark*
13. *Le théâtre en Finlande*
14. *Le théâtre en Allemagne*
15. *Le théâtre en Autriche*
16. *Le théâtre en Suisse*
17. *Le théâtre en Belgique*
18. *Le théâtre en Pays-Bas*
19. *Le théâtre en France*
20. *Le théâtre en Europe*

1. *Le théâtre en France*
2. *Le théâtre en Europe*
3. *Le théâtre en Amérique*
4. *Le théâtre en Asie*
5. *Le théâtre en Afrique*
6. *Le théâtre en Océanie*
7. *Le théâtre en Australie*
8. *Le théâtre en Nouvelle-Zélande*
9. *Le théâtre en Islande*
10. *Le théâtre en Norvège*
11. *Le théâtre en Suède*
12. *Le théâtre en Danemark*
13. *Le théâtre en Finlande*
14. *Le théâtre en Allemagne*
15. *Le théâtre en Autriche*
16. *Le théâtre en Suisse*
17. *Le théâtre en Belgique*
18. *Le théâtre en Pays-Bas*
19. *Le théâtre en France*
20. *Le théâtre en Europe*

1. *Le théâtre en France*
2. *Le théâtre en Europe*
3. *Le théâtre en Amérique*
4. *Le théâtre en Asie*
5. *Le théâtre en Afrique*
6. *Le théâtre en Océanie*
7. *Le théâtre en Australie*
8. *Le théâtre en Nouvelle-Zélande*
9. *Le théâtre en Islande*
10. *Le théâtre en Norvège*
11. *Le théâtre en Suède*
12. *Le théâtre en Danemark*
13. *Le théâtre en Finlande*
14. *Le théâtre en Allemagne*
15. *Le théâtre en Autriche*
16. *Le théâtre en Suisse*
17. *Le théâtre en Belgique*
18. *Le théâtre en Pays-Bas*
19. *Le théâtre en France*
20. *Le théâtre en Europe*

1. *Le théâtre en France*
2. *Le théâtre en Europe*
3. *Le théâtre en Amérique*
4. *Le théâtre en Asie*
5. *Le théâtre en Afrique*
6. *Le théâtre en Océanie*
7. *Le théâtre en Australie*
8. *Le théâtre en Nouvelle-Zélande*
9. *Le théâtre en Islande*
10. *Le théâtre en Norvège*
11. *Le théâtre en Suède*
12. *Le théâtre en Danemark*
13. *Le théâtre en Finlande*
14. *Le théâtre en Allemagne*
15. *Le théâtre en Autriche*
16. *Le théâtre en Suisse*
17. *Le théâtre en Belgique*
18. *Le théâtre en Pays-Bas*
19. *Le théâtre en France*
20. *Le théâtre en Europe*

1. *Le théâtre en France*
2. *Le théâtre en Europe*
3. *Le théâtre en Amérique*
4. *Le théâtre en Asie*
5. *Le théâtre en Afrique*
6. *Le théâtre en Océanie*
7. *Le théâtre en Australie*
8. *Le théâtre en Nouvelle-Zélande*
9. *Le théâtre en Islande*
10. *Le théâtre en Norvège*
11. *Le théâtre en Suède*
12. *Le théâtre en Danemark*
13. *Le théâtre en Finlande*
14. *Le théâtre en Allemagne*
15. *Le théâtre en Autriche*
16. *Le théâtre en Suisse*
17. *Le théâtre en Belgique*
18. *Le théâtre en Pays-Bas*
19. *Le théâtre en France*
20. *Le théâtre en Europe*

1. *Le théâtre en France*
2. *Le théâtre en Europe*
3. *Le théâtre en Amérique*
4. *Le théâtre en Asie*
5. *Le théâtre en Afrique*
6. *Le théâtre en Océanie*
7. *Le théâtre en Australie*
8. *Le théâtre en Nouvelle-Zélande*
9. *Le théâtre en Islande*
10. *Le théâtre en Norvège*
11. *Le théâtre en Suède*
12. *Le théâtre en Danemark*
13. *Le théâtre en Finlande*
14. *Le théâtre en Allemagne*
15. *Le théâtre en Autriche*
16. *Le théâtre en Suisse*
17. *Le théâtre en Belgique*
18. *Le théâtre en Pays-Bas*
19. *Le théâtre en France*
20. *Le théâtre en Europe*

1. *Le théâtre en France*
2. *Le théâtre en Europe*
3. *Le théâtre en Amérique*
4. *Le théâtre en Asie*
5. *Le théâtre en Afrique*
6. *Le théâtre en Océanie*
7. *Le théâtre en Australie*
8. *Le théâtre en Nouvelle-Zélande*
9. *Le théâtre en Islande*
10. *Le théâtre en Norvège*
11. *Le théâtre en Suède*
12. *Le théâtre en Danemark*
13. *Le théâtre en Finlande*
14. *Le théâtre en Allemagne*
15. *Le théâtre en Autriche*
16. *Le théâtre en Suisse*
17. *Le théâtre en Belgique*
18. *Le théâtre en Pays-Bas*
19. *Le théâtre en France*
20. *Le théâtre en Europe*

1. *Le théâtre en France*
2. *Le théâtre en Europe*
3. *Le théâtre en Amérique*
4. *Le théâtre en Asie*
5. *Le théâtre en Afrique*
6. *Le théâtre en Océanie*
7. *Le théâtre en Australie*
8. *Le théâtre en Nouvelle-Zélande*
9. *Le théâtre en Islande*
10. *Le théâtre en Norvège*
11. *Le théâtre en Suède*
12. *Le théâtre en Danemark*
13. *Le théâtre en Finlande*
14. *Le théâtre en Allemagne*
15. *Le théâtre en Autriche*
16. *Le théâtre en Suisse*
17. *Le théâtre en Belgique*
18. *Le théâtre en Pays-Bas*
19. *Le théâtre en France*
20. *Le théâtre en Europe*

1. *Le théâtre en France*
2. *Le théâtre en Europe*
3. *Le théâtre en Amérique*
4. *Le théâtre en Asie*
5. <

Le dixième anniversaire de la mort de Presley

Elvis toujours

Le 16 août 1977 disparaissait, à l'âge de quarante-deux ans, Elvis Aaron Presley, roi du rock n'roll et champion du monde de disques toutes catégories. A sa mort, 600 millions d'albums avaient été vendus, dont 6,5 millions en France. Dix ans après, plus de 1 milliard, dont 8,5 millions dans l'Hexagone.

Depuis dix ans, toute une série de manifestations plus ou moins commerciales, plus ou moins extravagantes ont porté à un rare degré le culte du souvenir. Il y eut les shows de Las Vegas animés par des chanteurs qui avaient un air de famille, que ce soit le Presley des premières années, ou le personnage boudé des dernières années ; une vague d'opérations de chirurgie esthétique pour que de jeunes Américains puissent ressembler à l'idole disparue ; les expositions itinérantes des costumes dorés du chanteur, de sa guitare. A Memphis (Tennessee), où résidait le « King », la maison d'Elvis est devenue un haut lieu de pèlerinage. Au bord de la piscine, entourée des tombes de sa mère et de son père, un Christ blanc, immense, tend ses bras.

50 000 fans à Graceland

A la fin des années 70, la visite était gratuite, en face de la propriété, sur le boulevard Presley, une douzaine de magasins faisaient de belles affaires en proposant badges, posters, coussins, foulards, jusqu'à la photocopie de l'acte de décès ou du certificat de mariage, ainsi que la correspondance surréaliste entre le FBI et le chanteur bilingue des Beatles, Jane Fonda et le rock des années 60.

A présent, une société, la Graceland Division of Elvis Presley Enterprises Inc., gère la propriété de la propriété : plus de 520 000 personnes ont dépensé l'année dernière 9 millions de dollars pour flâner une



Elvis Presley dans la demeure du chanteur et se procurer des souvenirs.

Durant ce week-end du 15 août, 50 000 fans sont attendus à Graceland, bougie à la main et larme à l'œil. Des concerts nostalgiques sont animés par les Jordanaires, Charlie McCoy et Lisa-Marie Presley, la jeune héritière de dix-neuf ans, qui prépare elle-même un album. En France, outre la sortie de deux compacts, de quatre vidéo-concerts et d'un ouvrage publié chez Ramsay, tout simplement intitulé *Elvis au pays des merveilles*, les radios peuplent les ondes des classiques du chanteur, et les chaînes de télévision diffusent à tour de rôle les films biographiques et les comédies musicales stéréotypées de l'idole.

Elvis Presley incarne la première aventure du rock n'roll dans son innocence avant que l'industrie ne le transforme en produit de consommation programmé et fabriqué dans les studios. Comme James Dean, Elvis Presley devint en peu de temps un mythe vivant : le « cheval sauvage indomptable » qui ouvre à deux battants la porte du rock.

La nouvelle musique de l'ancien camionneur de Memphis, avec toute

la flamboyance de son jeu, c'est d'abord une vraie générosité, une certaine qualité de vibration, une reconnaissance d'instinct à l'instinct. Un terrain enfin où le cœur trouve son accord. Idolâtré par toute une génération, adulé par les pairs, des Beatles aux Rolling Stones en passant par Bob Dylan, Presley fut l'étalon or du rock. Le fougueux chanteur des années 50 aura beau se métamorphoser en croquer familial et en vedette hollywoodienne de série B, l'image du prophète n'en sera pas fondamentalement altérée pour autant.

Dix ans plus tard, quand il retrouve le rock n'roll et une scène qu'il ne quittera plus que pour s'enfermer dans sa propriété de Graceland, où il se gèle de westerns, de sucreries et de pilules de toutes les couleurs, Elvis Presley n'est plus qu'une légende. Sanctifiée par le mythe, son image reste éternellement intacte jusqu'au bout. En dépit d'un état mental et physique de plus en plus délabré.

Si la mémoire collective d'aujourd'hui est si vive à propos d'Elvis Presley, c'est qu'il fut sans doute le rêve américain aux sommets de sa démesure.

CLAUDE FLÉOUTER.

« La Strada » de Fellini et « Casablanca » de Curtiz adaptés au théâtre

La Gelsomina du Vermont

A Middlebury, dans le Vermont, une jeune troupe, fraîche et naïve, a obtenu de Fellini les droits d'adaptation de son film *La Strada*. A Woodstock, le scénariste Michael Cristofer a osé réécrire pour le théâtre le plus « culte » des « films-culte », *Casablanca*.

Middlebury, Vermont. Une petite bourgade typiquement Nouvelle-Angleterre. Propre, paisible, polie. De bon ton. L'équivalent américain de notre Touraine.

Dix sept heures, quand le soleil envahit sans grande conviction de se laisser glisser sur la ligne d'horizon, les spectateurs se dirigent mollement vers un cirque au milieu d'un champ. Bardés de pull-overs, de tee-shirts, de parapluies, de couvertures. Ils sont accueillis par deux jongleurs, trois clowns, une balladine de cinq ans en tutu rose, un bouffon qui joue aux cartes avec une disquette de bonne aventure au cou drapé d'un bon.

Un jongleur montre à des enfants comment jongler avec des quilles, un autre les initie aux boules, un clown vous offre du pop-corn, un spectateur se joint à la partie de cartes.

Lorsque, tout à coup, le maître des cérémonies lance : « Approchez, mesdames et messieurs... », sans

même s'en rendre compte les spectateurs sont devenus partie intégrante de *La Strada*, de Federico Fellini. Une version pour théâtre en plein air, au cours de laquelle le public suit les interprètes, de la mesure de Gelsomina à la roulotte de Zampano, en passant par celle du Fon. L'entreprise est due au Vermont Ensemble Theatre, troupe vieillie de trois ans, spécialisée dans ce qu'elle appelle du « théâtre environnemental ».

Premier problème : le scénario n'a jamais été publié. Solution : on investit dans la vidéocassette. Deuxième problème : comment obtenir l'autorisation de Fellini ? Fellini ne parlant que l'italien (du moins publiquement), son entourage s'entendait que l'italien (du moins officiellement), les professeurs d'italien au collège de Middlebury se mettent à la partie. Une dizaine de lettres et une centaine de coups de téléphone plus tard, le contact est établi. « Le maître était insaisissable, il terminait l'interview ». Son avocat a décidé de prendre notre parti, et Fellini a dit oui, nous demandant simplement d'indiquer que la pièce était tirée de son film, ce qui est la moindre des choses.

L'usage du décor naturel est spectaculaire, et judicieux. La messe de Zampano arrive du fin fond du terrain de football, la jeep du Fon de l'autre bout du champ, la séparation de Gelsomina et de son compagnon se passe sous un soleil de plomb, la découverte du Fon - le fusible - bénéficie d'un splendide coucher de soleil, renforçant la magie de sa première apparition ; et il fait nuit noire lorsque Zampano atteint le

fond de la solitude. Le tout sous le commentaire ironiquement bonhomme du maître des cérémonies - un personnage qui n'existe pas dans le film.

L'univers du cirque les y portant, les adaptateurs font d'habiles emprunts à ces autres personnages éminemment felliniens que sont les clowns.

Comment diriger un cheval

« C'est difficile, dit Kate Lovvick, vingt-sept ans, maître en scène, de ne pas se laisser emporter par le souvenir du film, mais il faut suivre son instinct par rapport à l'histoire que Fellini raconte et non pas se conformer étroitement à la manière dont il l'a racontée. »

Certains épisodes disparaissent. La mort dans l'âme - mais le spectacle s'en trouvait ralenti - en coupe.

Le Vermont Ensemble Theatre de Middlebury n'a pas d'argent - mais il a des amis.

« Quand on n'a pas d'argent, dit la productrice, on essaie de combler par l'imagination. Le soir de l'ouverture, c'était la première fois qu'on voyait toutes les lumières en place ; il avait plu la veille. Nous avions les poings et les mâchoires serrés d'inquiétude. Et puis, pendant la scène où Gelsomina invite le cri des canards, un vol de canards sauvages est passé au-dessus du chapitre. On s'est demandé si Dieu - ou Fellini - était en train de penser à nous ce soir-là... »

HENRI RÉHAR.

« Tout le monde vient chez Rick's »



Une scène de « Casablanca » adapté par Michael Cristofer.

Du Byrdcliffe Theatre - une sorte de chalet misé à l'usage de coteaux - s'échappe un mélange de musique arabe et de piano jazz « soft » très début des années 40.

Ruben musical entrecoupé de messages radio concernant deux dangereux terroristes poursuivis par les agents du FBI, on est prêt de prévenir la police, etc. Manière de mettre dans l'ambiance de *Casablanca*, adapté pour la scène par Michael Cristofer (scénariste de *Falling in Love* et des *Sorciers d'Eastwick*, de George Miller).

Oui, quelquefois on ose toucher au grand classique multi-couronné de Michael Curtiz. Oui, quelquefois on se reprendre *As Time Goes By*, et remplacez Humphrey Bogart, Ingrid Bergman, Claude Rains, Peter Lorre, Sidney Greenstreet, Paul Henreid.

Pour Michael Cristofer, si étonnantes que soient les performances des acteurs, la part du succès du film revenant spécifiquement au

scénario n'a jamais été suffisamment reconnue. En fait, *Casablanca* fut un départ vers *Tout le monde vient chez Rick's*, jamais publié, jamais produit. Acheté sur manuscrit par la Warner pour la somme, énorme à l'époque, de 20 000 dollars. La Warner, qui avait toujours refusé qu'on touche à son trésor, s'est laissé faire. Et pour cause : Howard Koch, conseiller du scénario, est vain de Michael Cristofer, dans les *Sorciers d'Eastwick*, mais en scène par George « Mad Max » Miller rapportant en ce moment une fortune... à la Warner.

Le film se voulait romantique, les éléments politiques servant uniquement à alimenter le feu romantique de cette histoire d'amour, alors que la pièce accentue cet aspect politique. « *Casablanca* est une sorte de *no man's land* où personne ne détient le pouvoir absolu, où chacun doit constamment négocier avec

l'autre. Chaque personnage se voit confronté à un choix éthique et moral qui réclame de sa part une action immédiate. La réside, pour moi, la grandeur cachée de cette histoire d'amour. »

Ne tournons pas autour du pot : quoi qu'on dise, les obstacles majeurs à surmonter ont pour noms Humphrey Bogart, Ingrid Bergman, Paul Henreid, Claude Rains, Peter Lorre, Sidney Greenstreet... La partie s'avère peu commode pour les acteurs, qui risquent la paralysie au souvenir des prestigieuses fantômes. Le fantasme sans doute le plus dur à affronter est celui de Humphrey Bogart. Rick. « Le seul, en fait, précise Cristofer, qui soit écrit en termes purement cinématographiques. Les autres rôles sont des entités théâtrales. Pour celui de Bogart, la personnalité de l'acteur entre beaucoup plus en ligne de compte. Sur papier, il est plus cynique, plus passif, aussi. Pendant toute la première partie, il renvoie simplement la balle aux autres et permet à chacun son grand numéro. Au cinéma, la caméra prend ouvertement parti pour lui, les « grands numéros » des autres se déroulent en partie hors champ... » « Quand en plus c'est Bogart qui vous mettez devant une caméra, le champ vous avec l'argument de quel le remplir. »

Autre exemple pour ce type de situation : Marlon Brando et *Un tramway nommé Désir*. Michael Cristofer avoue y avoir constamment pensé. « Et pourtant, pourtant, la pièce est si bonne qu'il est impossible de dire : « Rien à faire, on n'a pas de Brando ». Le texte est d'une trop grande qualité ! Question de mémoire vivante, sans doute. Nous serons tous morts un jour. Comme ceux qui ont vu la *Duée dans Racine*. C'est peut-être très égoïste de ma part, mais j'espère maintenant pour le cinéma et, de manière sans doute sentimentale, j'espère que le respect de la chose écrite. Que les choses continuent de vivre... »

H. R.

Le centenaire de Villa-Lobos au Festival estival

Célébration d'un prodige

Le compositeur brésilien Heitor Villa-Lobos aurait eu cent ans cette année - il est mort en 1959 - Sa fécondité reste légendaire.

Heitor Villa-Lobos a beaucoup écrit : un millier d'œuvres environ. Une telle fécondité ne s'était pas vue depuis Telemann ; Mozart l'aurait égalé, s'il avait vécu plus longtemps, mais Villa-Lobos n'était pas Mozart, ses plus fervents admirateurs en conviennent. S'il y a dans son œuvre beaucoup à prendre et davantage à laisser, ce qui reste est assez considérable pour assurer à l'auteur des *Bachianas Brasileiras* sa place dans l'histoire de la musique, même s'il semble encore aujourd'hui plus important comme père de la musique authentiquement brésilienne que comme contemporain de Stravinski.

Assez bien connu en France jusqu'au début des années 60, car il était régulièrement invité à diriger ses œuvres, notamment à la radio, Villa-Lobos connaît un regain de faveur grâce à la célébration du centenaire de sa naissance et le Festival estival de Paris n'a pas manqué l'occasion de lui dédier quatre

concerts. Celui du 11 août tout d'abord, où Eleftheria Kotzia interprétait des pièces pour guitare, auquel fera pendant le récital du pianiste Pascal Le Corre, mardi 18 août à 19 h 30, à l'auditorium des Halles, et deux concerts avec orchestre.

Interprétés jeudi soir au grand auditorium de Radio-France (et retransmis en direct sur France-Musique), par l'Orchestre national d'Ile-de-France sous la direction de Claudio Santoro, *Erosas* et *Genes* comptent certainement parmi les œuvres symphoniques les plus marquantes de Villa-Lobos. Composées en 1950 et 1954, les échappent magistralement au style d'époque, toutes tendances confondues, académisme ou avant-garde. Sans doute la richesse des timbres, le goût pour les superpositions des rythmes et des mélodies, pour les harmonies complexes, désignent-ils une musique de la première moitié du vingtième siècle. Mais, avec un souffle et une maîtrise inventive dans l'orchestration qui n'ont d'égal que la liberté de l'improvisation.

Visiblement, le compositeur prend son bien où il veut : le Stravinski du *Sacre*, Debussy, Roussel, voire Schoenberg, et crée une musique qui lui appartient en propre, qui s'existerait pas sans lui. Si l'on place pour des œuvres comme celles-ci du moins, Villa-Lobos parmi les grands compositeurs du vingtième siècle, parmi ceux qui ont quelque chose à dire, c'est qu'il ne s'est jamais dans des formules destinées à passer le temps : il trouve toujours mieux à faire, à inventer.

Au même programme, Claudio Santoro avait inscrit deux de ses compositions : *Trois fragments sur B.A.C.H.*, magistralement écrits pour les cordes seules, et *Une canzone* très mélodieux, qui mettaient en valeur la voix de Victoria Cortez, grâce à un traitement orchestral subtil. Ces pages de dimension plus modeste souffrent un peu, mais sans pâlir, du voisinage de leurs aînées, rehaussées par l'éclat d'une interprétation étonnante et pleine de sève.

GERARD CONDÉ.

Un Américain remporte le concours de piano

Paloma O'Shea

Un pianiste nord-américain de trente ans, David Wehr, a remporté le neuvième concours de piano Paloma O'Shea, de Santander.

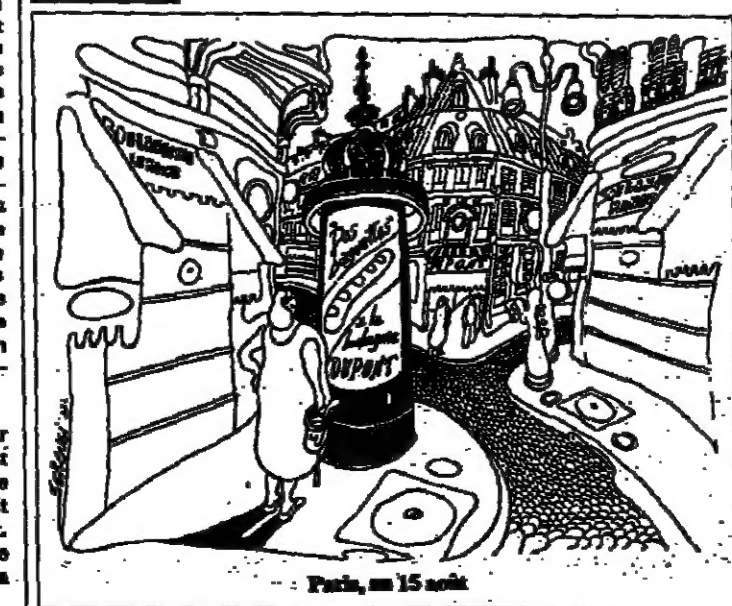
Formé au Cleveland Institute of Music, classé deuxième dans la même compétition en 1977, ce « solide technicien », selon un critique espagnol, a reçu des mains de l'infante Marguerite un chèque de 600 000 pesetas (environ 30 000 F.), assorti de l'assurance d'effectuer une tournée mondiale cette année et de celle d'enregistrer un disque.

Les autres lauréats de cette très importante compétition internationale, qu'accompagne cette année un hommage à Arthur Schnitzler, sont le Soviétique Sergueï Yerkhin, l'Allemand de l'Ouest Bernd E. Glensner, le Chinois Xian-Dong Kong, un autre Soviétique, Pavel Nesejan, et l'Autrichien Mathias Flitzberger. Le seul Français à s'être présenté, Philippe Cessard, n'a pas dépassé les demi-finales.

● Mort de la comédienne Raquel Torres. - La comédienne Raquel Torres est morte à Los Angeles, à l'âge de soixante-deux ans. C'était l'une des premières stars du cinéma parlant. De son vrai nom, Païta Marie Osterman, elle était née au Mexique et débuta à Hollywood en 1928. La réussite au cinéma permit lui permit de travailler dans les studios de synchronisation où se voit fut remarquée. Elle tint alors la vedette dans une série de films musicaux : « The Bridge of San Luis Rey », « The Desert Rider », « Under a Texas Moon » et « Aloha ». Elle fit une apparition dans « Soupe au canard » des Marx Brothers, puis, dès la fin des années trente, quitta définitivement l'écran.

● RECTIFICATION. - Le directeur de la revue *Théâtre en Europe* est Giorgio Strehler et non Sylvie de Nusse, comme nous l'avons écrit par erreur dans le *Monde* du 14 août. Cette dernière est, avec Jean-Marie Améris, codirectrice en chef de la publication.

CROQUIS



Paris, 15 août

Le Carnet

culture à contre

Le 16 août 1977 disparaissait, à l'âge de quarante-deux ans, Elvis Aaron Presley, roi du rock n'roll et champion du monde de disques toutes catégories. A sa mort, 600 millions d'albums avaient été vendus, dont 6,5 millions en France. Dix ans après, plus de 1 milliard, dont 8,5 millions dans l'Hexagone.

Le 16 août 1977 disparaissait, à l'âge de quarante-deux ans, Elvis Aaron Presley, roi du rock n'roll et champion du monde de disques toutes catégories. A sa mort, 600 millions d'albums avaient été vendus, dont 6,5 millions en France. Dix ans après, plus de 1 milliard, dont 8,5 millions dans l'Hexagone.

Le Carnet

Le 16 août 1977 disparaissait, à l'âge de quarante-deux ans, Elvis Aaron Presley, roi du rock n'roll et champion du monde de disques toutes catégories. A sa mort, 600 millions d'albums avaient été vendus, dont 6,5 millions en France. Dix ans après, plus de 1 milliard, dont 8,5 millions dans l'Hexagone.

Le 16 août 1977 disparaissait, à l'âge de quarante-deux ans, Elvis Aaron Presley, roi du rock n'roll et champion du monde de disques toutes catégories. A sa mort, 600 millions d'albums avaient été vendus, dont 6,5 millions en France. Dix ans après, plus de 1 milliard, dont 8,5 millions dans l'Hexagone.

Le 16 août 1977 disparaissait, à l'âge de quarante-deux ans, Elvis Aaron Presley, roi du rock n'roll et champion du monde de disques toutes catégories. A sa mort, 600 millions d'albums avaient été vendus, dont 6,5 millions en France. Dix ans après, plus de 1 milliard, dont 8,5 millions dans l'Hexagone.

Le 16 août 1977 disparaissait, à l'âge de quarante-deux ans, Elvis Aaron Presley, roi du rock n'roll et champion du monde de disques toutes catégories. A sa mort, 600 millions d'albums avaient été vendus, dont 6,5 millions en France. Dix ans après, plus de 1 milliard, dont 8,5 millions dans l'Hexagone.

Le 16 août 1977 disparaissait, à l'âge de quarante-deux ans, Elvis Aaron Presley, roi du rock n'roll et champion du monde de disques toutes catégories. A sa mort, 600 millions d'albums avaient été vendus, dont 6,5 millions en France. Dix ans après, plus de 1 milliard, dont 8,5 millions dans l'Hexagone.

Le 16 août 1977 disparaissait, à l'âge de quarante-deux ans, Elvis Aaron Presley, roi du rock n'roll et champion du monde de disques toutes catégories. A sa mort, 600 millions d'albums avaient été vendus, dont 6,5 millions en France. Dix ans après, plus de 1 milliard, dont 8,5 millions dans l'Hexagone.

Le 16 août 1977 disparaissait, à l'âge de quarante-deux ans, Elvis Aaron Presley, roi du rock n'roll et champion du monde de disques toutes catégories. A sa mort, 600 millions d'albums avaient été vendus, dont 6,5 millions en France. Dix ans après, plus de 1 milliard, dont 8,5 millions dans l'Hexagone.

Le 16 août 1977 disparaissait, à l'âge de quarante-deux ans, Elvis Aaron Presley, roi du rock n'roll et champion du monde de disques toutes catégories. A sa mort, 600 millions d'albums avaient été vendus, dont 6,5 millions en France. Dix ans après, plus de 1 milliard, dont 8,5 millions dans l'Hexagone.

Le 16 août 1977 disparaissait, à l'âge de quarante-deux ans, Elvis Aaron Presley, roi du rock n'roll et champion du monde de disques toutes catégories. A sa mort, 600 millions d'albums avaient été vendus, dont 6,5 millions en France. Dix ans après, plus de 1 milliard, dont 8,5 millions dans l'Hexagone.

Le 16 août 1977 disparaissait, à l'âge de quarante-deux ans, Elvis Aaron Presley, roi du rock n'roll et champion du monde de disques toutes catégories. A sa mort, 600 millions d'albums avaient été vendus, dont 6,5 millions en France. Dix ans après, plus de 1 milliard, dont 8,5 millions dans l'Hexagone.

Le 16 août 1977 disparaissait, à l'âge de quarante-deux ans, Elvis Aaron Presley, roi du rock n'roll et champion du monde de disques toutes catégories. A sa mort, 600 millions d'albums avaient été vendus, dont 6,5 millions en France. Dix ans après, plus de 1 milliard, dont 8,5 millions dans l'Hexagone.

Le 16 août 1977 disparaissait, à l'âge de quarante-deux ans, Elvis Aaron Presley, roi du rock n'roll et champion du monde de disques toutes catégories. A sa mort, 600 millions d'albums avaient été vendus, dont 6,5 millions en France. Dix ans après, plus de 1 milliard, dont 8,5 millions dans l'Hexagone.

Le 16 août 1977 disparaissait, à l'âge de quarante-deux ans, Elvis Aaron Presley, roi du rock n'roll et champion du monde de disques toutes catégories. A sa mort, 600 millions d'albums avaient été vendus, dont 6,5 millions en France. Dix ans après, plus de 1 milliard, dont 8,5 millions dans l'Hexagone.

Le 16 août 1977 disparaissait, à l'âge de quarante-deux ans, Elvis Aaron Presley, roi du rock n'roll et champion du monde de disques toutes catégories. A sa mort, 600 millions d'albums avaient été vendus, dont 6,5 millions en France. Dix ans après, plus de 1 milliard, dont 8,5 millions dans l'Hexagone.

Le 16 août 1977 disparaissait, à l'âge de quarante-deux ans, Elvis Aaron Presley, roi du rock n'roll et champion du monde de disques toutes catégories. A sa mort, 600 millions d'albums avaient été vendus, dont 6,5 millions en France. Dix ans après, plus de 1 milliard, dont 8,5 millions dans l'Hexagone.

Le 16 août 1977 disparaissait, à l'âge de quarante-deux ans, Elvis Aaron Presley, roi du rock n'roll et champion du monde de disques toutes catégories. A sa mort, 600 millions d'albums avaient été vendus, dont 6,5 millions en France. Dix ans après, plus de 1 milliard, dont 8,5 millions dans l'Hexagone.

Le 16 août 1977 disparaissait, à l'âge de quarante-deux ans, Elvis Aaron Presley, roi du rock n'roll et champion du monde de disques toutes catégories. A sa mort, 600 millions d'albums avaient été vendus, dont 6,5 millions en France. Dix ans après, plus de 1 milliard, dont 8,5 millions dans l'Hexagone.

Le 16 août 1977 disparaissait, à l'âge de quarante-deux ans, Elvis Aaron Presley, roi du rock n'roll et champion du monde de disques toutes catégories. A sa mort, 600 millions d'albums avaient été vendus, dont 6,5 millions en France. Dix ans après, plus de 1 milliard, dont 8,5 millions dans l'Hexagone.

Le 16 août 1977 disparaissait, à l'âge de quarante-deux ans, Elvis Aaron Presley, roi du rock n'roll et champion du monde de disques toutes catégories. A sa mort, 600 millions d'albums avaient été vendus, dont 6,5 millions en France. Dix ans après, plus de 1 milliard, dont 8,5 millions dans l'Hexagone.

Le 16 août 1977 disparaissait, à l'âge de quarante-deux ans, Elvis Aaron Presley, roi du rock n'roll et champion du monde de disques toutes catégories. A sa mort, 600 millions d'albums avaient été vendus, dont 6,5 millions en France. Dix ans après, plus de 1 milliard, dont 8,5 millions dans l'Hexagone.

Le 16 août 1977 disparaissait, à l'âge de quarante-deux ans, Elvis Aaron Presley, roi du rock n'roll et champion du monde de disques toutes catégories. A sa mort, 600 millions d'albums avaient été vendus, dont 6,5 millions en France. Dix ans après, plus de 1 milliard, dont 8,5 millions dans l'Hexagone.

Le 16 août 1977 disparaissait, à l'âge de quarante-deux ans, Elvis Aaron Presley, roi du rock n'roll et champion du monde de disques toutes catégories. A sa mort, 600 millions d'albums avaient été vendus, dont 6,5 millions en France. Dix ans après, plus de 1 milliard, dont 8,5 millions dans l'Hexagone.

Le 16 août 1977 disparaissait, à l'âge de quarante-deux ans, Elvis Aaron Presley, roi du rock n'roll et champion du monde de disques toutes catégories. A sa mort, 600 millions d'albums avaient été vendus, dont 6,5 millions en France. Dix ans après, plus de 1 milliard, dont 8,5 millions dans l'Hexagone.

Le 16 août 1977 disparaissait, à l'âge de quarante-deux ans, Elvis Aaron Presley, roi du rock n'roll et champion du monde de disques toutes catégories. A sa mort, 600 millions d'albums avaient été vendus, dont 6,5 millions en France. Dix ans après, plus de 1 milliard, dont 8,5 millions dans l'Hexagone.

Le 16 août 1977 disparaissait, à l'âge de quarante-deux ans, Elvis Aaron Presley, roi du rock n'roll et champion du monde de disques toutes catégories. A sa mort, 600 millions d'albums avaient été vendus, dont 6,5 millions en France. Dix ans après, plus de 1 milliard, dont 8,5 millions dans l'Hexagone.

Le 16 août 1977 disparaissait, à l'âge de quarante-deux ans, Elvis Aaron Presley, roi du rock n'roll et champion du monde de disques toutes catégories. A sa mort, 600 millions d'albums avaient été vendus, dont 6,5 millions en France. Dix ans après, plus de 1 milliard, dont 8,5 millions dans l'Hexagone.

Le 16 août 1977 disparaissait, à l'âge de quarante-deux ans, Elvis Aaron Presley, roi du rock n'roll et champion du monde de disques toutes catégories. A sa mort, 600 millions d'albums avaient été vendus, dont 6,5 millions en France. Dix ans après, plus de 1 milliard, dont 8,5 millions dans l'Hexagone.

Le 16 août 1977 disparaissait, à l'âge de quarante-deux ans, Elvis Aaron Presley, roi du rock n'roll et champion du monde de disques toutes catégories. A sa mort, 600 millions d'albums avaient été vendus, dont 6,5 millions en France. Dix ans après, plus de 1 milliard, dont 8,5 millions dans l'Hexagone.

Le 16 août 1977 disparaissait, à l'âge de quarante-deux ans, Elvis Aaron Presley, roi du rock n'roll et champion du monde de disques toutes catégories. A sa mort, 600 millions d'albums avaient été vendus, dont 6,5 millions en France. Dix ans après, plus de 1 milliard, dont 8,5 millions dans l'Hexagone.

Le 16 août 1977 disparaissait, à l'âge de quarante-deux ans, Elvis Aaron Presley, roi du rock n'roll et champion du monde de disques toutes catégories. A sa mort, 600 millions d'albums avaient été vendus, dont 6,5 millions en France. Dix ans après, plus de 1 milliard, dont 8,5 millions dans l'Hexagone.

Le 16 août 1977 disparaissait, à l'âge de quarante-deux ans, Elvis Aaron Presley, roi du rock n'roll et champion du monde de disques toutes catégories. A sa mort, 600 millions d'albums avaient été vendus, dont 6,5 millions en France. Dix ans après, plus de 1 milliard, dont 8,5 millions dans l'Hexagone.

Le 16 août 1977 disparaissait, à l'âge de quarante-deux ans, Elvis Aaron Presley, roi du rock n'roll et champion du monde de disques toutes catégories. A sa mort, 600 millions d'albums avaient été vendus, dont 6,5 millions en France. Dix ans après, plus de 1 milliard, dont 8,5 millions dans l'Hexagone.

Le 16 août 1977 disparaissait, à l'âge de quarante-deux ans, Elvis Aaron Presley, roi du rock n'roll et champion du monde de disques toutes catégories. A sa mort, 600 millions d'albums avaient été vendus, dont 6,5 millions en France. Dix ans après, plus de 1 milliard, dont 8,5 millions dans l'Hexagone.

Le 16 août 1977 disparaissait, à l'âge de quarante-deux ans, Elvis Aaron Presley, roi du rock n'roll et champion du monde de disques toutes catégories. A sa mort, 600 millions d'albums avaient été vendus, dont 6,5 millions en France. Dix ans après, plus de 1 milliard, dont 8,5 millions dans l'Hexagone.

Le 16 août 1977 disparaissait, à l'âge de quarante-deux ans, Elvis Aaron Presley, roi du rock n'roll et champion du monde de disques toutes catégories. A sa mort, 600 millions d'albums avaient été vendus, dont 6,5 millions en France. Dix ans après, plus de 1 milliard, dont 8,5 millions dans l'Hexagone.

Le 16 août 1977 disparaissait, à l'âge de quarante-deux ans, Elvis Aaron Presley, roi du rock n'roll et champion du monde de disques toutes catégories. A sa mort, 600 millions d'albums avaient été vendus, dont 6,5 millions en France. Dix ans après, plus de 1 milliard, dont 8,5 millions dans l'Hexagone.

Le 16 août 1977 disparaissait, à l'âge de quarante-deux ans, Elvis Aaron Presley, roi du rock n'roll et champion du monde de disques toutes catégories. A sa mort, 600 millions d'albums avaient été vendus, dont 6,5 millions en France. Dix ans après, plus de 1 milliard, dont 8,5 millions dans l'Hexagone.

Le 16 août 1977 disparaissait, à l'âge de quarante-deux ans, Elvis Aaron Presley, roi du rock n'roll et champion du monde de disques toutes catégories. A sa mort, 600 millions d'albums avaient été vendus, dont 6,5 millions en France. Dix ans après, plus de 1 milliard, dont 8,5 millions dans l'Hexagone.

Le 16 août

Le retour précipité de la colonie de vacances de Caen
Une organisation désastreuse

CAEN
Correspondance

Une centaine de parents étaient rassemblés, le samedi 15 août, à 4 heures du matin sur un parking de Caen (Calvados) pour accueillir leurs enfants de retour de colonie de vacances en Italie, en présence de journalistes et de policiers, attendant eux aussi les trois cars. La colonie de Caen, près de Venise, s'est mal passée, depuis le début, le 2 août, jusqu'à sa fin précipitée sur décision du préfet du Calvados, qui a ordonné, mercredi, le rapatriement de tous les enfants (Le Monde du 15 août). Elle était devenue pour les cent vingt-huit adolescents partis avec l'Association Italia, culture et sports (AICS) un mauvais rêve dont ils se seraient bien passés.

Un conflit entre certains des quatre moniteurs et animateurs et le directeur, M. François Baruchello, semble avoir tout provoqué. Le licenciement de l'un des moniteurs, M. Alain Jonan, la démission de quatre autres, et voilà les enfants, âgés de six à dix-huit ans, livrés à eux-mêmes dans un centre où aucune des activités promises par l'AICS n'était, d'après eux, organisée. A l'arrivée des cars, les colonnes comme les moniteurs affirmaient que les déceptions causées dans le centre étaient bien moindres que ce qu'il avait été annoncé en France. On

parlait de près de 250 000 francs de dégâts; il n'y avait eu, en fait, que quelques armoires et carreaux cassés.

Les moniteurs renvoyés ou démissionnaires, qui avaient regagné Caen vendredi dans l'après-midi, soulignaient eux aussi l'aggravation de certaines informations et rappelaient qu'aucun enfant n'avait été blessé. Il n'empêche: près de cent trente enfants ou adolescents ont vu leurs vacances ruinées par une organisation désastreuse.

Des enfants
de tous les milieux sociaux

Les colonnes provenaient de tous les milieux sociaux — le prix de 3 400 francs demandé pour la durée du séjour le permettait. Le Secours populaire du Calvados a indiqué avoir fourni à l'AICS une liste de vingt-cinq enfants et adolescents « à problèmes », qui se sont mêlés à d'autres dont les parents avaient été séduits par le programme touristique et culturel proposé par l'association.

Les animateurs n'étaient pas tous titulaires du Brevet d'aptitude à la formation et à l'animation (BAFA), dont l'obtention n'est pas obligatoire, mais que doivent posséder au moins 70 % d'entre eux. Ces mêmes animateurs étaient âgés de dix-sept

à vingt-huit ans, et ce sont les plus âgés qui ont été en raison du conflit avec M. Baruchello.

La direction départementale de la jeunesse et des sports du Calvados avait donné son accord au dossier présenté par l'AICS. Comme elle l'a indiqué, elle n'est pas supposée contrôler le recrutement des moniteurs et des animateurs des associations organisatrices de colonies. Ce n'était pas la première fois que l'AICS organisait des centres de vacances, et tout s'était jusqu'alors bien passé.

Dans leurs déclarations, samedi matin, les colonnes et les moniteurs ne reprochaient au fond pas grand-chose à M. François Baruchello, sinon de n'avoir pas été à la hauteur de sa tâche. Le rôle de son frère Bruno, également présent à Caen et « coordinateur » de l'association, est en revanche plus controversé, mais aucun des deux frères ne s'est expliqué à l'arrivée. Bruno était introuvable et François est parti en trouvant dans une voiture après s'être caché dans l'un des cars. Ils laissent sur place pour affronter les parents les représentants de la préfecture et les policiers un peu dépités par les événements et qui ne savaient pas s'ils devaient accueillir de dangereux tourbillons de malheureux adolescents aux vacances gâchées.

PIERRE ETIENNE.

A Marseille

Manifestation
devant la prison
des Baumettes

An lendemain des incidents à la maison d'arrêt des Baumettes, à Marseille, qui ont entraîné l'hospitalisation de huit blessés, plusieurs dizaines de personnes, pour la plupart mères ou épouses de détenus, ont manifesté, le vendredi 14 août, devant la porte de la prison, afin d'obtenir les identités des blessés et pour protester contre la suspension des visites du vendredi et les conditions d'insécurité (près de deux mille quatre cents détenus pour mille places).

En fin de matinée, malgré une tension croissante, les forces de l'ordre ont défilé sans incident les abords de la maison d'arrêt. Dans l'après-midi, deux prévenus du bâtiment A — en partie détruit au cours des incidents de jeudi — ont reçu des soins après s'être entaillés les poignets avec du verre brisé. Leur état n'inspirait toutefois pas d'inquiétude.

Par ailleurs, une trentaine de « mutins » devaient être entendus par les autorités judiciaires.

Après les émeutes des 16 et 17 juillet, des peines d'un an de prison avaient été requises contre sept des « meneurs », mais le tribunal a ordonné un complément d'enquête dans un délai d'un mois.

Un crime élucidé onze ans après

Le « 36 » a de la mémoire

Symbole prestigieux de la police judiciaire, le 36 qui des Orfèvres, à Paris, est parfois habillé d'une légende nostalgique. La focalisation sur les menaces terroristes, avec cet imbroglio de pistes, ces sous-entendus diplomatiques, ces tentatives d'espionnage et ces enquêtes dont personne ne tient tous les fils, n'a-t-elle pas relégué au second plan l'essence du métier ?

« Vous, les journalistes, vous avez oublié le vrai fait divers, vous ne vous intéressez plus qu'aux affaires politico-policières », s'entend-on reprocher.

Et d'insister sur un succès policier peu banal obtenu récemment. La brigade criminelle de la PJ parisienne vient, en effet, d'élucider un crime commis à Paris... voici onze ans. Le 20 juin 1976, le corps dénudé d'une jeune femme était découvert dans le bois de Boulogne. L'autopsie devait révéler que le mort de Marie-Hélène Chabrot, dix-sept ans, apparente coiffeuse, était « consécutive à la section de la carotide et de la veine jugulaire ». Des traces de sévices sexuels sont également constatées.

La patrouille machine policière se met en route. Enquête de voisinage, auditions des proches, recherches d'indices, aussi les infirmes soient-ils. En mai, le « 36 » a une excellente

mémoire, héritée de ces « somniers » poussés par Georges Simenon.

Aussi, quand, le 26 février dernier, les policiers du carton de Zurich, en Suisse, informant leurs collègues parisiens qu'ils viennent de rassembler par hasard des déclarations d'une jeune femme sur un meurtre commis en 1976, le PJ n'a guère de mal à reprendre le fil de son enquête, laissée au point mort.

Une nouvelle commission rogatoire d'un juge d'instruction parisien, M^{me} Claudine La Charrière, permet, en quelques mois, de remonter jusqu'à l'auteur principal du meurtre : Jean-Yves Guéhenneuc, dit « Jeannot » ou « le Légionnaire », berne, est interpellé le 25 juillet. Auparavant, trois complices avaient été retrouvés, entendus et inculpés. Deux étaient déjà détenus pour d'autres affaires, dont un de nationalité suisse, dans une prison helvétique, le troisième a été arrêté le 28 mai.

Le crime avait été commis dans deux établissements de nuit du quartier de Pigalle. Une sinistre histoire de petits voyous. Une victime passée inaperçue. Et ce sentiment, au « 36 », d'avoir eu raison contre l'indifférence et le temps.

E.P.

SPORTS

Excuses géantes

Le mercredi 19 août, en prêtant sur le pelouse du stade Gerland, le footballeur lyonnais Frédéric Zago sera dans ses petits souliers. Il a été sommé par ses dirigeants de présenter ses excuses aux spectateurs. Non pas à la suite d'un délit d'une interview dans les gradins, mais sur l'écran géant du stade ! Un maxi-mat qui a déjà fait la réputation de son équipe face à Sochaux (1 à 7). Jugé largement responsable de ce cuisant échec à domicile, le défenseur lyonnais a, en outre, été mis à l'arrestation pour « attitude inconvenante » envers le public.

ATHLÉTISME : Record du monde. — L'Américain Jackie Joyner-Kersey, recordwoman du monde de l'heptathlon, a égalé, le jeudi 13 août, à Indianapolis, le record du monde du saut en longueur, détenu depuis le 21 juin 1986 par l'Allemande de l'Est Heike Drechsler-Deute, avec 7,45 mètres.

NATATION : Record du monde. — L'Américain Dave Wharton a battu, le vendredi 14 août, à Brisbane (Australie), le record du monde du 400 mètres 4 nages en 4 min. 16 sec. 12/100, soit 1 sec. 29/100 de moins que l'ancien record du Canadien Alex Baumann.

RELIGIONS

La célébration du 15 août
Deux processions concurrentes
à Notre-Dame

Deux processions concurrentes devaient converger le samedi 15 août vers Notre-Dame de Paris à l'occasion de la fête de l'Assommoir. Les catholiques fidèles à l'Eglise de Rome étaient appelés à se rassembler sur le parvis de Notre-Dame à 16 heures, pour participer à la procession organisée par le diocèse de Paris et conduite par Mgr Michel Collet, évêque auxiliaire.

Les catholiques intégristes, de leur côté, devaient quitter l'église Saint-Nicolas du Chardonnet à 16 heures, remonter la rue Saint-Jacques jusqu'à la rue de la Harpe, puis redescendre vers la Seine à hauteur du quai de la Tournelle, devant Notre-Dame, où une péniche « reposoir » sera amarrée. La procession intégriste, conduite par Mgr Lefebvre, remontera ensuite l'église Saint-Germain jusqu'à l'église Saint-Nicolas du Chardonnet.

LYON
de notre bureau régional

La chambre correctionnelle du tribunal de grande instance d'Albertville (Savoie), présidée par M^{me} Anne Robert, a condamné, le mercredi 12 août, le « citoyen du monde », Gary Davis, âgé de soixante-six ans, à un mois ferme d'emprisonnement pour « escroqueries ». Gary Davis, qui avait été interpellé le 2 août dans la partie française du aéroport international de Bal-Saint-Louis, par des fonctionnaires de la police de l'air et des frontières, en vertu d'un mandat d'arrêt délivré en 1986 par un juge d'instruction d'Albertville, a été incarcéré à la maison d'arrêt de Chambéry. Le parquet d'Albertville, qui avait requis, par la voix de M^{me} Monique Hing, substitut, une peine d'emprisonnement d'une année, a fait aussi un tel appel à minima.

Il y a plusieurs années déjà que la justice française recherchait Gary Davis. Elle lui reprochait de dévaliser, directement ou par le biais de

Au tribunal d'Albertville

Gary Davis, « citoyen du monde »
condamné à un mois de prison pour « escroqueries »

son « gouvernement mondial » installé aux Etats-Unis et moyennant des sommes de 40 à 60 dollars, de pseudo-passeports n'ayant bien entendu aucune valeur légale lors des contrôles frontaliers. Les victimes étaient, selon le parquet d'Albertville, principalement des ressortissants des pays du Maghreb ou d'Afrique noire. Condamné une première fois, par défaut, à deux années de prison par le tribunal de grande instance de Mulhouse, en 1976 et en 1977, Gary Davis avait échappé aux recherches et finalement, par prescription, à l'exécution du jugement.

Des documents
apocryphes

En 1983, sur la demande du ministre public, une nouvelle information judiciaire pour « escroqueries » avait été ouverte au palais de justice d'Albertville. Elle avait abouti, le 16 février 1987, à la condamnation, toujours par défaut, du « citoyen du monde » à une peine d'emprisonnement d'une année. Mais, une fois de plus, le mandat d'arrêt délivré contre Gary Davis, qui résidait tantôt aux Etats-Unis, tantôt en Europe, n'avait pu être exécuté. Jusqu'au 2 août, date à laquelle Gary Davis, pourtant sans ses gardes, crut qu'il pouvait impunément entrer sur le territoire français le temps de passer une communication téléphonique.

Quatre « vrais-faux » passeports de « citoyen du monde » (bien sûr, frappés d'une mappe-monde qui évoque deux bras, ils peuvent tromper un douanier distrait) figurent dans le dossier retenu par le tribunal d'Albertville. Mais le parquet

affirme que plusieurs autres documents apocryphes ont été saisis depuis. En outre, deux autres tribunaux français, ceux d'Amnéville et d'Avignon, ont jugé, en l'absence de la faire, le citoyen américain pour des faits semblables.

Mais celui qui, en 1948, à l'âge de vingt ans, transféré par la guerre — il était pilote de bombardier — avait déclaré son passeport américain et déclenché par ce geste spectaculaire un mouvement de sympathie qui engendra les thèses, générales, d'un « mondialisme » est encore aujourd'hui citoyen des Etats-Unis ?

Gary Davis, certes, a souhaité être réintégré dans la nationalité américaine, mais les autorités de son pays déclarent qu'il l'a fait. Or, le jour de son interpellation à Bal-Saint-Louis en juin 1987 à San-Francisco, une enquête a aussitôt été ouverte par le bureau du comat des Etats-Unis à Lyon, pour constater la situation de celui qui aurait été candidat aux élections municipales de Washington il y a quelques années et, qui prétend aujourd'hui avoir pris le départ de la course à l'élection présidentielle.

BERNARD ELIE.

HISTOIRE

Feu le « sanctificat » d'études

(Suite de la première page.) Il serait toutefois trop fatigant d'en ériger l'idée au sein de la République. Car notre « certifié » est fils légitime du Second Empire. Guizot, en son apogée de l'instruction, en avait déjà recommandé l'organisation pour vérifier la compétence des programmes élargis qu'il institua en 1834. En vain, car le fruit n'était pas mûr : trente ans plus tard, sous Napoléon III et en pleine industrialisation, trois enfants sur quatre quittaient encore l'école en ne sachant guère plus que lire et écrire.

C'est alors qu'éclatarent en hauteur complémentarité l'ambition d'un Duruy et d'un Gréard et le soit d'apprendre de la France nouvelle. Programmes étendus à des disciplines ciblées et utiles, comme l'histoire, la géographie et la leçon de choses, pédagogie associée, prise en compte de l'utilité économique et sociale d'une main-d'œuvre instruite, tout concourait alors à promouvoir l'idée que le savoir peut servir à tous. Une circulaire de Duruy, en 1866, préconise donc la délivrance d'un certificat qui couronnerait la scolarisation du peuple. Elle abandonne l'organisation de l'examen à l'initiative des inspecteurs primaires, qui devaient juger si leur département était en

état plus ou moins fait cet assemblage disparate de brutes patoisantes qu'a décrit au soir le Fin des terroirs d'Eugène Weber... Le vrai mérite de la République, ce fut d'enraciner dans l'obligation cette loi qui se manifestait. Car le certificat entra dans les mœurs dès qu'il couronna cette loi du 28 mars 1882, « école faite de contrainte morale », disait Jules Ferry, qui rendit impérative la fréquentation de l'école. Sa circulaire d'application est fort claire : « Le certificat est destiné à être recherché et obtenu par tout élève qui aura fait des études primaires régulières et complètes (1) ».

Des foules
de ménagères avisées

Combien d'enfants franchirent l'obstacle ? Les meilleures statistiques sont d'interprétation délicate. Mais des milliers et des milliers de fonctionnaires dans les concours de recrutement à des emplois subalternes copiaient les épreuves du certificat, des myriades d'artisans et d'agriculteurs qui savaient compter et tracer, des foules de ménagères avisées et d'employées précises témoignent de la solidité de ce « bon bagage ».

La scolarité suivit la condition première du succès, dès lors que le cours élémentaire, moyen puis supérieur du cycle scolaire rassemblait le programme dans une progression logique. L'extraordinaire dévouement des premières générations d'instituteurs fit le reste, chacune mettant son point d'honneur à arracher les meilleurs résultats du canton rural ou de l'arrondissement urbain.

Certes, la scolarisation ne se généralisa vraiment qu'au fil des

années 30, quand on pouva couper les vivres des allocations familiales aux parents négligents. On a tout dit sur la pauvreté pédagogique de cette école qui se refusait à croire que l'enfant n'était autre chose qu'un adulte décalé en puissance. On a pleuré à l'envi sur le massacre des langues régionales et la caporalisation supposée des consciences. Mais s'est-on assez dit, que certains jours, quand avait pris fin le décalage immense des compléments d'objet, quand les terrains trapézoïdaux étaient proprement clôturés d'un triple rang de fil de fer à 2,80 francs le mètre, qu'on récitait enfin tous les départements frontaliers de l'Espagne avec leurs sous-préfectures, quelque part avait vécu l'intelligence du cœur ?

La vertu
du « certifié »

A-t-on mesuré à son juste prix l'ampleur de l'effort de logique et de mémorisation qu'avait accompli le certifié ? Qu'on ouvre ce Mémento pratique du certificat d'études primaires contenant 80 examens proposés en 1887 à la sagacité des maîtres par MM. Courdet et Cur, qui ornait le catalogue de la Librairie Armand Colin et Co. Nos mesurées curieuses sur minit, nos jeux d'esprit pour hebdomadaire en mai de copie, tous nos « Starquizz » peuvent s'aligner... En ce temps-là, les petits bougres affrontaient le mètre la dictée (cinq fautes valent le zéro de la fin des espoirs), les problèmes, la rédaction (toujours morale) et le dessin (surtout moral), comme les Croisés de 1885, « raconter par une scène deux paraboles distinctes de 0,012 mètres ? ».

L'après-midi, la sublimation, les sèves à répétition des épreuves orales : analyse grammaticale et logique sur le pouce, arithmétique avec calcul mental à la seconde, histoire-géographie sans omettre un seul vers cotier, instruction laïque, droit usuel, sciences et lettres de choses, horticulture et agriculture, chapeaux soiffes et Marseillaise en extenseur, oubliaient au dessert la gymnastique puis, pour les filles, l'économie domestique !

Terrifiant encyclopédisme, diront-ils, qu'à heureusement bousculé le progrès infini de la connaissance moderne. Peut-être. Mais la vertu du « certifié » tenait aussi à l'application concrète dans la vie quotidienne des problèmes de besoins qui furent et d'intérêts de la classe d'épargne à capitaliser : allez savoir aujourd'hui combien de bacheliers sont capables de diviser assez vite « de tête » pour évaluer utilement le super-prime en grammaire du paquet de lessive ou faire l'analyse logique du règlement de copropriété.

JEAN-PIERRE RIOUX.

(1) Des lecteurs attentifs se sont étonnés de voir le Monde du 11 juillet attribuer la création du certificat d'études à Jules Ferry en 1882. Effectivement, si celui-ci a donné à cet examen son véritable statut, et sa place dans notre système d'enseignement, il n'en est pas l'inventeur. Comme nous l'écrivit M. Pierre Molau, de Saint-Dié : « Jules Ferry, comme tous les grands réformateurs avant lui — Cuvier, Falloux, Duruy, — a commencé son œuvre de mise en ordre et d'ajustement législatif de ce qu'il avait fait des législations ou situations de fait antérieures. » (NDLR.)

Une lettre des défenseurs
de M. Jacques Bidalou

Après la radiation des cadres de la magistrature de M. Jacques Bidalou, juge d'instruction (Le Monde du 28 juillet), nous avons reçu une lettre de M^{me} Marie-Claude Lenoir, magistrat, et de M. Marc Jamin, magistrat, membre du Syndicat de la magistrature. Nous publions ci-dessous les principaux passages de cette lettre, dont les auteurs ont été les défenseurs de M. Bidalou devant la commission de discipline du parquet.

« C'est pour l'essentiel les divergences de vues entre le procureur de la République de Pontoise et Jacques Bidalou, substitut de ce procureur, dans l'exercice de l'action publique et le fait que Jacques Bidalou ait, malgré ces divergences exprimées, exercé l'action publique dans le sens qui lui paraissait s'imposer qui ont été jugés intolérables par le ministre de la Justice. Et celui-ci, juge et partie, a ainsi, sans recours possible, car telle est la procédure disciplinaire des magistrats du parquet français, écarté Jacques Bidalou de la magistrature (...). »

« Contrairement à la pratique judiciaire la plus courante, qui, sans rien ignorer des termes du débat sur

la subordination hiérarchique du parquet, écarte cependant de la faire apparaître dans la prise de décision, de sorte qu'ils restent circonscrits pour l'essentiel à la sphère politique et judiciaire, Jacques Bidalou a mis en pratique ce choix : la légitimité du magistrat du parquet dans l'exercice de l'action publique ne tient pas aux instructions qu'il reçoit du procureur, mais réside de la loi, se fondant en cela sur les articles 1^{er}, 31 et 39 du code de procédure pénale.

« C'est cette mise en pratique ouverte et publique qui était intolérable pour le hiérarchisme (...). »

« Les magistrats du parquet, qui, tous les jours, exercent l'action publique, choisissent de poursuivre ou de classer, agissent bien en vertu d'une délégation de pouvoir. Chacun en choisit le fondement. Jacques Bidalou l'a fait aussi. Mais, au contraire, et en tirant toutes les conséquences légales.

« Etait-ce à un garde des sceaux, ministre de la Justice, de dire s'il avait tort ou raison ? Etait-ce à une procédure disciplinaire secrète et insusceptible de recours, comme telle unique dans son ascendance, pour reprendre l'expression du doyen Vedel, de trancher ce débat ? »

REPÈRES

Logement

Le colosse
progressif plus
que l'habitat

Il n'est pas de ville en France où le logement ne soit devenu un problème. Mais c'est à Paris que le problème est le plus aigu. Le logement y est devenu un véritable enjeu politique. Les élus de la capitale ont tenté de faire passer une loi de décentralisation du logement, mais elle a été rejetée par le Parlement. Les élus de la capitale ont tenté de faire passer une loi de décentralisation du logement, mais elle a été rejetée par le Parlement.

La Seine-Saint-Denis

Le maire UDF impose à la
Commission de services

Le maire UDF de la Seine-Saint-Denis, M. Jean-Louis Lemerle, a imposé à la Commission de services un projet de loi de décentralisation du logement. Le projet de loi de décentralisation du logement a été adopté par le Conseil général de la Seine-Saint-Denis.

Le projet de loi de décentralisation du logement a été adopté par le Conseil général de la Seine-Saint-Denis. Le projet de loi de décentralisation du logement a été adopté par le Conseil général de la Seine-Saint-Denis.

Le projet de loi de décentralisation du logement a été adopté par le Conseil général de la Seine-Saint-Denis. Le projet de loi de décentralisation du logement a été adopté par le Conseil général de la Seine-Saint-Denis.

ÉNERGIE

EDF suréquipée

Le parc nucléaire de France est plus que jamais suréquipé. EDF a installé de nouvelles centrales nucléaires. EDF a installé de nouvelles centrales nucléaires.

EDF a installé de nouvelles centrales nucléaires. EDF a installé de nouvelles centrales nucléaires.

EDF a installé de nouvelles centrales nucléaires. EDF a installé de nouvelles centrales nucléaires.

EDF a installé de nouvelles centrales nucléaires. EDF a installé de nouvelles centrales nucléaires.

هكذا من الاصل

Economie

CONJONCTURE

Le commerce extérieur de la France de nouveau en déséquilibre

Le déficit a atteint 3,1 milliards en juillet

Le commerce extérieur de la France persiste dans le déficit. Pour le mois de juillet, la balance commerciale a de nouveau été en déséquilibre : 3,1 milliards de francs après correction des variations saisonnières. Depuis le début de l'année - c'est-à-dire en sept mois - le déficit extérieur atteint 22,3 milliards de francs. Malgré consolation : la balance des paiements courants a été excédentaire en juin (+ 1,2 milliard de francs), ce qui n'a pourtant pas été suffisant pour empêcher nos paiements extérieurs d'être déficitaires sur les six premiers mois de l'année (4,4 milliards de francs).

A peine la nouvelle d'un assez bon indice des prix était-elle connue, le vendredi 14 août, que tombaient les chiffres du commerce extérieur de la France pour juillet. Ceux-ci font apparaître un nouveau déficit, les exportations ayant atteint 75,1 milliards de francs (+ 2,7 % en un mois, + 2,4 % par rapport à juillet 1986) et les importations 78,2 milliards de francs (+ 8,3 % en un mois, + 1,4 % en un an). En d'autres termes, le déficit est moins élevé, à peine 500 millions de francs, les ventes s'étant inscrites à 77,6 milliards de francs et les achats à 78,1 milliards de francs.

Le ministère de l'économie et des finances souligne dans un communiqué que, en juillet, notre commerce extérieur « confirme l'amélioration amorcée au mois de juin ». M. Michel Noir parle de résultats « donnant de bonnes raisons d'espérer ». Effectivement, le déficit de juillet est moins important que celui de juin, qui avait atteint 3,9 milliards de francs. Il n'empêche que depuis le début de l'année le déficit de la balance commerciale atteint déjà 22,3 milliards (24,6 milliards en données brutes), un chiffre pas très éloigné du déficit prévu par l'INSEE pour l'année entière (25 milliards).

Comment s'explique la persistance d'un tel déficit ? En juillet, les importations de pétrole ont été importantes (+ 14 % en volume par rapport à juin), portant le déficit de la balance énergétique à 7,9 milliards de francs, ce qui est nettement plus important qu'en juin (6,5 milliards) ou qu'en juillet 1986 (- 5,6 milliards de francs). Des stocks ont donc été constitués ou reconstruits.

Pas de publicité sur les pièces de monnaie

Les pièces de monnaie et les billets de banque ne sont pas des supports de publicité. Un décret du ministère de la justice, paru au Journal officiel du 13 août, le précise et ajoute que les objets du délit seront saisis et confisqués. Il en va de même pour les contrefaçons de monnaie, qui sont punies d'une amende pouvant aller de 250 F à 600 F.

Deux jeunes publicitaires toulousains, M. Frédéric Balmé et Julien Canard, avaient, l'automne dernier, inventé ce nouveau support pour le grand magasin Les Nouveaux Galeries : les pièces de 10 F rendues aux clients portaient sur une face un autocollant circulaire du nom du magasin.

Le système avait ensuite séduit d'autres annonceurs de la ville, des restaurateurs notamment. Puis la formule s'était répandue dans d'autres régions, sans prendre toutefois une ampleur nationale.

C'est fini. Pile ou pub, l'agence de ces deux jeunes imaginatifs devra trouver autre chose. Au moins arrivera-t-elle à se faire connaître.

A TRAVERS LES ENTREPRISES

Ameublement : Steiner repris par Dumesta

Le tribunal de commerce de Paris a autorisé la reprise de la société Steiner par la première fabrique française de sièges, Dumesta (780 millions de francs de chiffre d'affaires pour 1 500 salariés).

Steiner (80 millions de francs de chiffre d'affaires en 1986) avait déposé son bilan à la fin de février dernier avant d'être mis en redressement judiciaire le 2 mars. Elle employait alors 125 personnes. Dumesta compte garder les 85 salariés restant dans l'entreprise.

Trois nouvelles sociétés du groupe Galeries Barbès mises en redressement judiciaire

Après les Galeries Barbès, mises en redressement judiciaire le 30 juillet, ce sont trois autres sociétés du groupe CEM-GB (Chaînes européennes du meuble-Galeries Barbès) qui ont été mises en redressement judiciaire par le tribunal de commerce de Paris : la société holding du groupe, la Chaîne européenne du meuble et la société Meuble équipement services, spécialisée dans le stockage et la livraison des meubles des Galeries Barbès.

Rappelons que les magasins de grande surface Global sont une filiale de la Chaîne européenne du meuble.

REPÈRES

Transports aériens

Baisse du trafic d'UTA de 1,6 % au premier semestre

Le trafic passagers d'UTA (groupe Chargeurs SA) a baissé de 1,6 % au cours des six premiers mois de l'année, entraînant une chute de 7,9 % du chiffre d'affaires.

UTA, qui a demandé l'autorisation de desservir New-York depuis Paris, souffre de la faiblesse du trafic passagers avec l'Afrique (- 9,8 %), en raison notamment de la limitation des ventes au Nigeria, de la suppression de l'escale de Tripoli et des difficultés générales des économies africaines. Le développement enregistré sur le secteur Amérique-Asie-Pacifique (+ 4,8 %) avec, depuis l'année dernière, une ligne Paris-San-

Logement

Le collectif progresse plus que l'individuel

Selon les statistiques du ministère de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, le nombre des logements autorisés s'est accru de 7,5 % au premier semestre par rapport à la même période de 1986. Le secteur du logement collectif progresse davantage que l'individuel, en particulier dans le secteur non aidé et dans celui des logements destinés à la vente. Le nombre des mises en chantier augmente (+ 4 %) mais moins rapidement qu'au début de l'année.

SOCIAL

A La Seyne-sur-Mer

Le maire UDF impose à la CGT la privatisation de services municipaux

CANNES
de notre correspondant régional

Le conseil municipal de La Seyne-sur-Mer (Var) a voté, le vendredi 14 août, par trente-cinq voix contre deux, la privatisation des services communaux de l'eau, de l'enlèvement des ordures ménagères et du nettoyage (1). Cette décision, prise dans une atmosphère houleuse, a mis un terme à un long conflit opposant le maire (UDF), M. Charles Scaglia, à la CGT.

Dès l'annonce du projet, les syndicats ont déclenché une grève qui s'est prolongée du 2 au 27 juillet et qui avait paralysé le service d'enlèvement des ordures ménagères. Considérant ce mouvement comme illégal - aucun préavis de grève n'ayant été déposé - le maire de La Seyne avait refusé d'engager des négociations, tout en mettant sur pied des ramassages de substitution avec le concours d'une entreprise locale de BTP et de salariés saisonniers. L'épreuve de force avait finalement tourné à l'avantage de M. Scaglia.

La CGT, soutenue par le Parti communiste, avait mené sa pression par des manifestations sporadiques devant la mairie et une campagne sur le thème « La Seyne n'est pas à vendre ». Dans la nuit de mercredi à jeudi, la porte d'entrée principale de l'hôtel de ville avait été partiellement murée par des inconnus. A l'occasion de la réunion du conseil municipal, un nouvel ordre de grève de vingt-quatre heures avait été lancé par la CGT. Il a été suivi par environ 30 % du personnel municipal présent, tandis que deux cents personnes manifestaient.

L'affermage du service de l'eau a été confié à la Société hydromécanique des eaux (SHE), qui a consenti de meilleures conditions que les deux repreneurs en lice, la CGE et le groupe Bonygnon. La SHE reprendra l'intégralité des vingt-quatre employés concernés, qui auront le choix entre leur affectation dans la société ou leur détachement, en conservant leur statut municipal avec la garantie d'emploi.

Une commission consultative vient d'être créée par un arrêté paru au Journal officiel du 13 août, qui aura pour tâche de répertorier les difficultés d'application de cette loi, d'en rechercher les solutions conventionnelles et de proposer éventuellement aux pouvoirs publics des modifications législatives ou réglementaires.

(1) Loi du 28 décembre 1966, du 29 octobre 1974, du 19 juillet 1977, du 2 janvier 1979 et du 21 décembre 1985.

Le conseil municipal de La Seyne-sur-Mer (Var) a voté, le vendredi 14 août, par trente-cinq voix contre deux, la privatisation des services communaux de l'eau, de l'enlèvement des ordures ménagères et du nettoyage (1). Cette décision, prise dans une atmosphère houleuse, a mis un terme à un long conflit opposant le maire (UDF), M. Charles Scaglia, à la CGT.

Dès l'annonce du projet, les syndicats ont déclenché une grève qui s'est prolongée du 2 au 27 juillet et qui avait paralysé le service d'enlèvement des ordures ménagères. Considérant ce mouvement comme illégal - aucun préavis de grève n'ayant été déposé - le maire de La Seyne avait refusé d'engager des négociations, tout en mettant sur pied des ramassages de substitution avec le concours d'une entreprise locale de BTP et de salariés saisonniers. L'épreuve de force avait finalement tourné à l'avantage de M. Scaglia.

La CGT, soutenue par le Parti communiste, avait mené sa pression par des manifestations sporadiques devant la mairie et une campagne sur le thème « La Seyne n'est pas à vendre ». Dans la nuit de mercredi à jeudi, la porte d'entrée principale de l'hôtel de ville avait été partiellement murée par des inconnus. A l'occasion de la réunion du conseil municipal, un nouvel ordre de grève de vingt-quatre heures avait été lancé par la CGT. Il a été suivi par environ 30 % du personnel municipal présent, tandis que deux cents personnes manifestaient.

L'affermage du service de l'eau a été confié à la Société hydromécanique des eaux (SHE), qui a consenti de meilleures conditions que les deux repreneurs en lice, la CGE et le groupe Bonygnon. La SHE reprendra l'intégralité des vingt-quatre employés concernés, qui auront le choix entre leur affectation dans la société ou leur détachement, en conservant leur statut municipal avec la garantie d'emploi.

Une commission consultative vient d'être créée par un arrêté paru au Journal officiel du 13 août, qui aura pour tâche de répertorier les difficultés d'application de cette loi, d'en rechercher les solutions conventionnelles et de proposer éventuellement aux pouvoirs publics des modifications législatives ou réglementaires.

(1) Loi du 28 décembre 1966, du 29 octobre 1974, du 19 juillet 1977, du 2 janvier 1979 et du 21 décembre 1985.

Le conseil municipal de La Seyne-sur-Mer (Var) a voté, le vendredi 14 août, par trente-cinq voix contre deux, la privatisation des services communaux de l'eau, de l'enlèvement des ordures ménagères et du nettoyage (1). Cette décision, prise dans une atmosphère houleuse, a mis un terme à un long conflit opposant le maire (UDF), M. Charles Scaglia, à la CGT.

Dès l'annonce du projet, les syndicats ont déclenché une grève qui s'est prolongée du 2 au 27 juillet et qui avait paralysé le service d'enlèvement des ordures ménagères. Considérant ce mouvement comme illégal - aucun préavis de grève n'ayant été déposé - le maire de La Seyne avait refusé d'engager des négociations, tout en mettant sur pied des ramassages de substitution avec le concours d'une entreprise locale de BTP et de salariés saisonniers. L'épreuve de force avait finalement tourné à l'avantage de M. Scaglia.

La CGT, soutenue par le Parti communiste, avait mené sa pression par des manifestations sporadiques devant la mairie et une campagne sur le thème « La Seyne n'est pas à vendre ». Dans la nuit de mercredi à jeudi, la porte d'entrée principale de l'hôtel de ville avait été partiellement murée par des inconnus. A l'occasion de la réunion du conseil municipal, un nouvel ordre de grève de vingt-quatre heures avait été lancé par la CGT. Il a été suivi par environ 30 % du personnel municipal présent, tandis que deux cents personnes manifestaient.

L'affermage du service de l'eau a été confié à la Société hydromécanique des eaux (SHE), qui a consenti de meilleures conditions que les deux repreneurs en lice, la CGE et le groupe Bonygnon. La SHE reprendra l'intégralité des vingt-quatre employés concernés, qui auront le choix entre leur affectation dans la société ou leur détachement, en conservant leur statut municipal avec la garantie d'emploi.

Une commission consultative vient d'être créée par un arrêté paru au Journal officiel du 13 août, qui aura pour tâche de répertorier les difficultés d'application de cette loi, d'en rechercher les solutions conventionnelles et de proposer éventuellement aux pouvoirs publics des modifications législatives ou réglementaires.

(1) Loi du 28 décembre 1966, du 29 octobre 1974, du 19 juillet 1977, du 2 janvier 1979 et du 21 décembre 1985.

ÉTRANGER

La balance commerciale américaine

Les partisans du protectionnisme voient leurs arguments renforcés

WASHINGTON
correspondance

Les milieux officiels ont été surpris et déçus par les statistiques indiquant un déficit commercial de 15,7 milliards de dollars pour le mois de juin (contre 14,04 milliards en mai). Après cinq ans de déficits records, on s'attendait en effet à une amélioration pour 1987. M. James Baker, secrétaire au Trésor, avait même laissé entendre que le déficit serait de 20 à 30 milliards de dollars inférieur à celui de l'an dernier.

Or, sur la base d'un déficit de 81,9 milliards de dollars pour le premier semestre, on craint maintenant que le déficit annuel ne dépasse celui de 1986. La Maison Blanche, cependant, a exprimé l'espoir que le cours du dollar et d'autres facteurs pourraient avoir un effet positif au cours des prochains mois. L'augmentation du déficit en juin est due au volume record des importations, dont le montant (36,8 milliards de dollars) est de 2 milliards de dollars supérieur à celui de mai. Les exportations ont atteint 21,1 milliards de dollars, confirmant une augmentation régulière. La barre des 20 milliards a été en effet dépassée pour le quatrième mois consécutif, mais la performance est encore jugée insuffisante par les milieux spécialisés.

Le déficit le plus important concerne les échanges avec le Japon. Il a atteint 5,4 milliards de dollars en juin, soit une augmentation de 300 millions par rapport à mai. Avec l'Europe occidentale, le déficit est de 2,9 milliards, soit également une augmentation de 300 millions par rapport au mois précédent.

Dans la mesure où elles renforcent les arguments des partisans du protectionnisme au Congrès, les statistiques de juin compliquent les efforts du gouvernement pour atténuer la législation commerciale rigoureuse à laquelle le président mettra son veto. L'accroissement du déficit a entraîné, à Wall Street, une chute du dollar, qui est tombé au-dessous du cours « psychologique » des 150 yens. Mais les inquiétudes concernant un escalade du conflit du Golfe l'ont fait remonter en fin de journée.

Les mauvaises nouvelles quant au déficit commercial ont été compensées par les statistiques positives concernant la production industrielle, qui a augmenté de 0,8 % en juillet. Cette augmentation, la plus importante de l'année - est deux fois plus forte que celle de juin et a dépassé les prévisions. Ainsi, dans l'optique officielle, témoigne-t-elle de l'amélioration régulière de la compétitivité d'industries touchées auparavant par la concurrence étrangère.

En outre, le ministre du commerce a annoncé une augmentation de 1,5 % des ventes des entreprises de juin (0,4 % en mai). Enfin, le ministère du travail a indiqué que les prix de gros avaient augmenté de 0,2 % en juillet, - le même taux qu'en juin, - et que la baisse des prix alimentaires avait compensé la hausse substantielle des prix de l'énergie.

M. Spink, président du conseil économique, s'est déclaré satisfait. Après une augmentation temporaire au début de l'année, a-t-il dit, l'inflation retourne vers les 4 % qui ont caractérisé les trois premières années de l'expansion actuelle.

H. P.

Le rapport trimestriel de la Banque d'Angleterre

Une prudence justifiée

Une semaine après la hausse des taux d'intérêt britanniques, le rapport trimestriel de conjoncture de la Banque d'Angleterre fournit les tenants et les aboutissants d'une décision jugée alors quelque peu surprenante (Le Monde du 8 août).

Selon la Banque d'Angleterre, les menaces de pressions inflationnistes justifient la prudence des autorités britanniques : un relâchement de la politique monétaire aurait pour conséquence de relancer la hausse des prix, ce qui mettrait en péril l'amélioration de la situation observée ces derniers mois.

Bien que le taux d'inflation semble se maintenir au-dessous de la barre des 4 % en rythme annuel, la croissance des coûts britanniques demeure préoccupante : selon la Banque d'Angleterre, la baisse du chômage, en resserrant le marché du travail, ne peut qu'encourager une telle tendance. La remontée des prix du pétrole et des matières premières irait dans le même sens : alimenter l'inflation.

La banque signale que l'appareil de production a mieux répondu cette année à la croissance de la demande intérieure qu'en 1986 : cette année-là, l'essor de la consommation avait stimulé les importations et creusé le déficit extérieur.

La bonne tenue de la livre sterling a permis jusqu'ici d'atténuer les anticipations inflationnistes. Mais prudence, conclut la Banque d'Angleterre, qui souhaite préserver les acquis de ces dernières années. Dans une économie où les salaires et la consommation progressent rapidement, une détente des taux risquerait de relancer l'inflation. Ce que les autorités britanniques cherchent à éviter.

(Publicité)

Cheveux : enfin un espoir de repousse :

Il semblerait évident que les molécules de Trichopropilène Cx10 relâchées, entre elles par un pont soufre rétablissent le processus de repousse des poils, dans les zones dégradiées, après un traitement de 3 mois. N'oubliez pas, si vous avez des cheveux, c'est le prix de 3 fioles, (il suffit d'un flacon par mois) ou traitement choc en venant chez Elux, 19, rue de Penhélère, 75008 Paris. 47.42.01.70. (+20 F par correspondance).

Un crime élucidé onze ans après

Le « 36 » a de la mémoire

Sept ans après la mort de la jeune fille, le 36 a de la mémoire. L'enquête a permis de retrouver le meurtrier, un jeune homme de 21 ans, qui avait été condamné à la prison à vie. L'enquête a été menée par le procureur général, M. Jacques Bidalou, qui a dirigé l'enquête pendant onze ans.

Le 36 a de la mémoire. L'enquête a permis de retrouver le meurtrier, un jeune homme de 21 ans, qui avait été condamné à la prison à vie. L'enquête a été menée par le procureur général, M. Jacques Bidalou, qui a dirigé l'enquête pendant onze ans.

Le 36 a de la mémoire. L'enquête a permis de retrouver le meurtrier, un jeune homme de 21 ans, qui avait été condamné à la prison à vie. L'enquête a été menée par le procureur général, M. Jacques Bidalou, qui a dirigé l'enquête pendant onze ans.

tribunal d'Alberville

S. « citoyen du monde » de prison pour « escroqueries »

Le tribunal d'Alberville a condamné S. « citoyen du monde » à la prison pour « escroqueries ». Le défendeur avait été accusé d'avoir obtenu des fonds de la banque d'Alberville par le biais de fausses déclarations.

Des documents apocryphes

Des documents apocryphes ont été découverts lors d'une enquête menée par le tribunal d'Alberville. Les documents concernaient des transactions financières suspectes.

Une lettre des défenseurs de M. Jacques Bidalou

Une lettre des défenseurs de M. Jacques Bidalou a été publiée. La lettre exprime leur soutien à l'enquête menée par le procureur général.

Economie

AFFAIRES

Déception pour Airbus

British Airways commande onze Boeing 767

Pour renouveler sa flotte d'avions moyen-courriers, la compagnie britannique privée British Airways (BA) a choisi Boeing plutôt qu'Airbus. C'est évidemment une déception pour le consortium européen, mais ce dernier garde ses chances face à la concurrence américaine pour l'acquisition d'une partie des futurs long-courriers de l'entreprise.

Le président de BA, lord King, a annoncé, le vendredi 14 août, avoir passé une commande portant sur onze Boeing 767 et pris une option sur quinze autres appareils du même type. Ce sont des avions moyen-courriers à deux réacteurs. Ils seront équipés de moteurs Rolls-Royce. Avec les options, l'ensemble du contrat est évalué à 1,3 milliard de livres (13 milliards de francs). Ces nouveaux avions, qui seront livrés entre fin 1989 et 1992, auront une capacité de deux cent cinquante passagers.

La compagnie britannique, qui, décidément, affiche une préférence quasi systématique pour Boeing, a en outre commandé trois Boeing 757, plus petits, qui s'ajoutent à sa flotte actuelle de trente et un appareils de ce type.

L'an dernier, BA avait déjà admis la preuve de sa solidarité en achetant au même Boeing douze jumbo-jets 747 avec une option pour

seize autres, passant ainsi l'une des plus grosses commandes groupées dans l'histoire de l'aviation civile.

C'est au début de l'année prochaine, quand il s'agira pour l'entreprise britannique de renouveler sa flotte de long-courriers, qu'on verra si BA décide enfin de montrer un peu de sollicitude pour Airbus. Elle aura en effet à choisir entre l'Airbus A-340 et le McDonnell-Douglas DM 11. Un contrat de 600 millions de livres dans lequel interviendront évidemment des éléments de prix mais aussi des questions d'équipements de moteur et de délais de livraison (1).

Il reste que BA est la seule grande compagnie aérienne à n'avoir jusqu'à maintenant acheté aucun Airbus. Pourtant, le constructeur britannique British Aerospace détient une participation de 20 % dans le consortium européen, à côté de MBB (RFA) pour 37,9 %, Aerospaciale pour 37,9 % et CASA (Espagne), pour 4,2 %.

F. Gr.

L'industrie textile ouest-allemande marque des points

La mode junior

Après avoir créé la « mode internationale », les professionnels du prêt-à-porter féminin de la République fédérale d'Allemagne lancent la « mode junior ». Ils confinent leurs ambitions dans ce secteur, place forte traditionnelle des Français, à la veille de la création du grand marché européen de 1992.

DUSSELDORF de notre envoyée spéciale

M. Elmer Kieritz, patron de Chillytine, se félicite : « Nous avons démarré comme une fusée », annonce-t-il. Son entreprise, spécialisée dans la « mode junior » (vêtements décontractés), réalise ici, à cinq ans, lors de sa création, un chiffre d'affaires de 15 millions de deutschemarks. Celui-ci atteint maintenant 70 millions de deutschemarks. La cible est précise : « La cliente vient faire dans nos boutiques un achat d'impulsion qu'elle portera une seule saison ». Un processus industriel sans complexe : plus de la moitié de la production est délocalisée en Asie, en Grèce ou en Turquie. Une politique de marketing musclée : les stylistes sont remplacés après quelques collections afin de renouveler la créativité. Un PDG cosmopolite, qui voyage six mois dans l'année pour suivre « la mode de la rue ».

La balance commerciale ouest-allemande du prêt-à-porter féminin reste déficitaire (6,1 milliards de deutschemarks d'importations en 1986 contre 3,9 milliards d'exportations). La délocalisation contribue à ce déficit pour 1,5 milliards de deutschemarks : ce qui est fabriqué à l'étranger est commercialisé comme importations. Mais la RFA s'affirme au sein de l'Europe textile. Malgré sa monnaie forte, elle est l'un des très rares pays du Vieux Continent à avoir vu ses exportations croître l'an passé. En 1986, la mode allemande s'est bien vendue en Grande-

Britannique (+12 %), et plus encore en France (+26 %).

Les professionnels d'outre-Rhin ont déjà fait leurs preuves dans le domaine du prêt-à-porter. Ils ont lancé à la France la « créativité » — un marché voyant mais limité — et à l'Italie la souplesse de ses PME pour miser sur la mode dite « internationale ». Une mode plus anonyme, mais dont la clientèle est plus large et plus dépensière (la femme de trente à cinquante ans). Parallèlement, les industriels ouest-allemands ont entrepris, plus tôt que la France, un effort d'assainissement au prix d'investissements soutenus. Ils continuent à améliorer leur productivité, alors que bon nombre de fabricants de l'Hexagone s'effondrent aujourd'hui, après avoir recueilli les fruits du plan textile créé par la gauche. De grosses entreprises, telles que Stollmann, ont centralisé leurs productions dans des usines spécialisées — pour la fabrication de jeans, par exemple. Les économies d'échelle sont importantes.

En outre, les Allemands ont très vite compris les risques que faisaient courir à l'Europe les pays à bas salaires dans une industrie où la main-d'œuvre représente encore 70 % du prix de revient. Et ils ont joué sans hésiter la carte de la délocalisation. C'est-à-dire de la sous-traitance à l'étranger, dans les pays du Sud notamment. Enfin, les associations professionnelles se sont équipées, afin de répondre à une demande fluctuante et versatile. L'IGEDON organise ainsi, à Düsseldorf, six salons par an (trois par saison). L'association reçoit deux cent mille professionnels de soixante-dix pays.

La « mode junior » doit suivre l'évolution de la clientèle la plus solvable. Un responsable de la Fédération d'outre-Rhin remarque crûment : « Plus la femme vieillit, plus elle veut paraître jeune ».

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

La Commission des opérations de Bourse accélère sa procédure de visa

La Commission des opérations de Bourse (COB) a annoncé l'adoption, à titre expérimental et avec application immédiate, d'une procédure de visa rapide des notes d'information publiées à l'occasion des émissions de valeurs mobilières.

Concurremment des institutions et organismes concernés, cette nouvelle procédure, explique la COB, a pour objet de répondre aux souhaits des émetteurs de pouvoir lancer des opérations dans les délais les plus brefs possibles, afin de suivre au plus près l'évolution des cours.

Elle prévoit la scission de la note d'information actuelle en deux éléments distincts :

— Un « document de référence », préalablement enregistré par la Commission, qui contient tous les renseignements concernant l'émetteur et dont le projet

devra être adressé par la société à la Commission dans les quatre mois qui suivent la fin de l'émission. Le rapport annuel de la société pourra, s'il répond aux exigences de la Commission, être admis comme « document de référence ».

— Une « note d'opération », publiée au moment de l'émission ou de toute autre opération financière requérant une note d'information, telle que offre publique d'achat ou d'échange. Cette note comporte les renseignements sur les modalités de l'opération financière à laquelle elle s'applique ainsi que, le cas échéant, les informations sur l'activité et la situation financière de la société actualisant les données du « document de référence ». Pour le reste, elle renvoie au « document de référence ». — (AFP.)

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

Semaine du 11 au 14 août

Assomption

Le syndrome du 15 août ? Comme tous les ans la Bourse de Paris n'a pas échappé à cet indéfinissable malaise qui, depuis la décision instantanée prise par le président Richard Nixon en 1971 de rendre le dollar inconvertible, ne manque pas tous les ans au creux de l'été de frapper les places financières.

Malaise, c'est bien le mot. Car cette fois, en plus des éternelles rumeurs de remaniement monétaire, la crise dans le Golfe arabo-persique n'a pas peu contribué à rendre la situation plus confuse encore. Sans parler de Wall Street qui, en proie à une incroyable bouillie de hausse, a complètement asséché les circuits financiers, aspirant tous les capitaux disponibles. Déjà mal en point la semaine précédente, la Bourse de Paris n'avait plus dans ces conditions qu'à se laisser glisser dans la baisse. Ce qu'elle fit, d'abord avec des courants d'échanges d'une maigreur extrême (830 millions de francs battus sur les valeurs françaises), avant de se stabiliser à mi-parcours. On la sentait à bout de force, hors d'état de réagir.

Tous les jours, le même scénario s'est répété avec une régularité de météorologue : hausse le matin, redoute l'après-midi. Et puis, il y eut comme un éclair fulgurant. Vendredi sans crier gare, la hausse s'est produite quand personne ne l'attendait. Faut-il donc, une veille du 15 août ? Tous les boursiers en sont restés interloqués et chacun se frottait les yeux pour s'assurer qu'il ne rêvait pas.

Ce n'était pas un songe. Et quelle reprise ! L'indicateur instantané devait bousculer la séance de vendredi 14 avec une avance de 2,3 % environ. On n'avait pas vu cela depuis des semaines. Toutes les belles valeurs ont littéralement bondi, Peugeot et Michelin en tête, ainsi que les établissements de crédit du groupe de la Compagnie bancaire et le BTP. Il n'y eut presque pas de déchet. Ce qui fait qu'en une seule séance la Bourse a regagné tout le terrain qu'elle avait perdu en début de semaine et que, d'un vendredi à l'autre, elle a fait jeu égal.

En fait il ne s'agit pas de quoi de très normal. Une bonne partie du malaise remontait au vendredi 14 due à l'état de santé déplorable du marché obligataire, surtout du MATIF (marché à terme des instruments financiers), tombé en dessous de 100 et dont personne ne demandait bien cher. Dans les traverses, l'on chiffrait les pertes au ton sur 10 milliards de francs en un mois, et la rumeur rapportait que deux sociétés financières, Delta-banque, filiale de la Compagnie du Midi, et la BATIF (Banque d'Arbitrage, de trésorerie et d'instruments financiers), filiale de la CSF, avaient terriblement souffert. Incapable de le précéder : les actions Midi et CSF, secouées comme des prunelles, sont tombées à leur plus bas niveau de l'année. Et puis, coup sur coup, deux communiqués ont été publiés par les directions de ces entreprises démentant en bloc les victimes s'étant fait leurs blâmes. Les industriels ouest-allemands ont entrepris, plus tôt que la France, un effort d'assainissement au prix d'investissements soutenus. Ils continuent à améliorer leur productivité, alors que bon nombre de fabricants de l'Hexagone s'effondrent aujourd'hui, après avoir recueilli les fruits du plan textile créé par la gauche. De grosses entreprises, telles que Stollmann, ont centralisé leurs productions dans des usines spécialisées — pour la fabrication de jeans, par exemple. Les économies d'échelle sont importantes.

En outre, les Allemands ont très vite compris les risques que faisaient courir à l'Europe les pays à bas salaires dans une industrie où la main-d'œuvre représente encore 70 % du prix de revient. Et ils ont joué sans hésiter la carte de la délocalisation. C'est-à-dire de la sous-traitance à l'étranger, dans les pays du Sud notamment. Enfin, les associations professionnelles se sont équipées, afin de répondre à une demande fluctuante et versatile. L'IGEDON organise ainsi, à Düsseldorf, six salons par an (trois par saison). L'association reçoit deux cent mille professionnels de soixante-dix pays.

La « mode junior » doit suivre l'évolution de la clientèle la plus solvable. Un responsable de la Fédération d'outre-Rhin remarque crûment : « Plus la femme vieillit, plus elle veut paraître jeune ».

En outre, les Allemands ont très vite compris les risques que faisaient courir à l'Europe les pays à bas salaires dans une industrie où la main-d'œuvre représente encore 70 % du prix de revient. Et ils ont joué sans hésiter la carte de la délocalisation. C'est-à-dire de la sous-traitance à l'étranger, dans les pays du Sud notamment. Enfin, les associations professionnelles se sont équipées, afin de répondre à une demande fluctuante et versatile. L'IGEDON organise ainsi, à Düsseldorf, six salons par an (trois par saison). L'association reçoit deux cent mille professionnels de soixante-dix pays.

La « mode junior » doit suivre l'évolution de la clientèle la plus solvable. Un responsable de la Fédération d'outre-Rhin remarque crûment : « Plus la femme vieillit, plus elle veut paraître jeune ».

En outre, les Allemands ont très vite compris les risques que faisaient courir à l'Europe les pays à bas salaires dans une industrie où la main-d'œuvre représente encore 70 % du prix de revient. Et ils ont joué sans hésiter la carte de la délocalisation. C'est-à-dire de la sous-traitance à l'étranger, dans les pays du Sud notamment. Enfin, les associations professionnelles se sont équipées, afin de répondre à une demande fluctuante et versatile. L'IGEDON organise ainsi, à Düsseldorf, six salons par an (trois par saison). L'association reçoit deux cent mille professionnels de soixante-dix pays.

La « mode junior » doit suivre l'évolution de la clientèle la plus solvable. Un responsable de la Fédération d'outre-Rhin remarque crûment : « Plus la femme vieillit, plus elle veut paraître jeune ».

En outre, les Allemands ont très vite compris les risques que faisaient courir à l'Europe les pays à bas salaires dans une industrie où la main-d'œuvre représente encore 70 % du prix de revient. Et ils ont joué sans hésiter la carte de la délocalisation. C'est-à-dire de la sous-traitance à l'étranger, dans les pays du Sud notamment. Enfin, les associations professionnelles se sont équipées, afin de répondre à une demande fluctuante et versatile. L'IGEDON organise ainsi, à Düsseldorf, six salons par an (trois par saison). L'association reçoit deux cent mille professionnels de soixante-dix pays.

La « mode junior » doit suivre l'évolution de la clientèle la plus solvable. Un responsable de la Fédération d'outre-Rhin remarque crûment : « Plus la femme vieillit, plus elle veut paraître jeune ».

En outre, les Allemands ont très vite compris les risques que faisaient courir à l'Europe les pays à bas salaires dans une industrie où la main-d'œuvre représente encore 70 % du prix de revient. Et ils ont joué sans hésiter la carte de la délocalisation. C'est-à-dire de la sous-traitance à l'étranger, dans les pays du Sud notamment. Enfin, les associations professionnelles se sont équipées, afin de répondre à une demande fluctuante et versatile. L'IGEDON organise ainsi, à Düsseldorf, six salons par an (trois par saison). L'association reçoit deux cent mille professionnels de soixante-dix pays.

La « mode junior » doit suivre l'évolution de la clientèle la plus solvable. Un responsable de la Fédération d'outre-Rhin remarque crûment : « Plus la femme vieillit, plus elle veut paraître jeune ».

En outre, les Allemands ont très vite compris les risques que faisaient courir à l'Europe les pays à bas salaires dans une industrie où la main-d'œuvre représente encore 70 % du prix de revient. Et ils ont joué sans hésiter la carte de la délocalisation. C'est-à-dire de la sous-traitance à l'étranger, dans les pays du Sud notamment. Enfin, les associations professionnelles se sont équipées, afin de répondre à une demande fluctuante et versatile. L'IGEDON organise ainsi, à Düsseldorf, six salons par an (trois par saison). L'association reçoit deux cent mille professionnels de soixante-dix pays.

La « mode junior » doit suivre l'évolution de la clientèle la plus solvable. Un responsable de la Fédération d'outre-Rhin remarque crûment : « Plus la femme vieillit, plus elle veut paraître jeune ».

En outre, les Allemands ont très vite compris les risques que faisaient courir à l'Europe les pays à bas salaires dans une industrie où la main-d'œuvre représente encore 70 % du prix de revient. Et ils ont joué sans hésiter la carte de la délocalisation. C'est-à-dire de la sous-traitance à l'étranger, dans les pays du Sud notamment. Enfin, les associations professionnelles se sont équipées, afin de répondre à une demande fluctuante et versatile. L'IGEDON organise ainsi, à Düsseldorf, six salons par an (trois par saison). L'association reçoit deux cent mille professionnels de soixante-dix pays.

La « mode junior » doit suivre l'évolution de la clientèle la plus solvable. Un responsable de la Fédération d'outre-Rhin remarque crûment : « Plus la femme vieillit, plus elle veut paraître jeune ».

En outre, les Allemands ont très vite compris les risques que faisaient courir à l'Europe les pays à bas salaires dans une industrie où la main-d'œuvre représente encore 70 % du prix de revient. Et ils ont joué sans hésiter la carte de la délocalisation. C'est-à-dire de la sous-traitance à l'étranger, dans les pays du Sud notamment. Enfin, les associations professionnelles se sont équipées, afin de répondre à une demande fluctuante et versatile. L'IGEDON organise ainsi, à Düsseldorf, six salons par an (trois par saison). L'association reçoit deux cent mille professionnels de soixante-dix pays.

La « mode junior » doit suivre l'évolution de la clientèle la plus solvable. Un responsable de la Fédération d'outre-Rhin remarque crûment : « Plus la femme vieillit, plus elle veut paraître jeune ».

En outre, les Allemands ont très vite compris les risques que faisaient courir à l'Europe les pays à bas salaires dans une industrie où la main-d'œuvre représente encore 70 % du prix de revient. Et ils ont joué sans hésiter la carte de la délocalisation. C'est-à-dire de la sous-traitance à l'étranger, dans les pays du Sud notamment. Enfin, les associations professionnelles se sont équipées, afin de répondre à une demande fluctuante et versatile. L'IGEDON organise ainsi, à Düsseldorf, six salons par an (trois par saison). L'association reçoit deux cent mille professionnels de soixante-dix pays.

La « mode junior » doit suivre l'évolution de la clientèle la plus solvable. Un responsable de la Fédération d'outre-Rhin remarque crûment : « Plus la femme vieillit, plus elle veut paraître jeune ».

En outre, les Allemands ont très vite compris les risques que faisaient courir à l'Europe les pays à bas salaires dans une industrie où la main-d'œuvre représente encore 70 % du prix de revient. Et ils ont joué sans hésiter la carte de la délocalisation. C'est-à-dire de la sous-traitance à l'étranger, dans les pays du Sud notamment. Enfin, les associations professionnelles se sont équipées, afin de répondre à une demande fluctuante et versatile. L'IGEDON organise ainsi, à Düsseldorf, six salons par an (trois par saison). L'association reçoit deux cent mille professionnels de soixante-dix pays.

La « mode junior » doit suivre l'évolution de la clientèle la plus solvable. Un responsable de la Fédération d'outre-Rhin remarque crûment : « Plus la femme vieillit, plus elle veut paraître jeune ».

En outre, les Allemands ont très vite compris les risques que faisaient courir à l'Europe les pays à bas salaires dans une industrie où la main-d'œuvre représente encore 70 % du prix de revient. Et ils ont joué sans hésiter la carte de la délocalisation. C'est-à-dire de la sous-traitance à l'étranger, dans les pays du Sud notamment. Enfin, les associations professionnelles se sont équipées, afin de répondre à une demande fluctuante et versatile. L'IGEDON organise ainsi, à Düsseldorf, six salons par an (trois par saison). L'association reçoit deux cent mille professionnels de soixante-dix pays.

La « mode junior » doit suivre l'évolution de la clientèle la plus solvable. Un responsable de la Fédération d'outre-Rhin remarque crûment : « Plus la femme vieillit, plus elle veut paraître jeune ».

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Cinq années de hausse

Wall Street a célébré en finant le cinquantième anniversaire du plus robuste mouvement de hausse de son histoire, dans un marché extrêmement actif. L'indice Dow Jones des valeurs industrielles a voté de record à record et a terminé un gain hebdomadaire, jamais égalé, de 93,43 points par rapport à la clôture du vendredi 7 août (2685,43 contre 2592). La durée de la hausse dépassera bientôt, si elle se poursuit, le record de longévité enregistré de 1924 à 1929. La question que se posent les experts est de savoir quand et de quelle ampleur sera la correction qui interviendra bien un jour. Vendredi, l'annonce du déficit de la balance commerciale américaine a atténué les pressions de bénéfices. Mais tout comme ce fut le cas pendant la séance de mercredi, elle n'a pas été absorbée.

	Cours 7 août	Cours 14 août
Alcoa (ex-UAL)	59 1/4	60 1/4
Allegheny (ex-UAL)	33 7/8	34 3/8
AT&T	51 1/4	52 1/4
Boeing	48 1/2	49 3/8
Chemical Bank	126 1/8	127 3/4
Eastman Kodak	96	100
Exxon	35 3/8	37 1/4
Ford	103 3/4	107 1/2
General Electric	68 1/4	69 3/8
General Motors	36 7/8	37 1/2
Goodyear	73 1/4	75 1/2
IBM	164 1/8	173 1/2
ITT	64 5/8	65 5/8
Mobil Oil	52 3/8	51 1/2
Pfizer	74 1/2	75 1/2
Schlumberger	49 1/8	48 3/8
Tecumseh	45	45 3/8
Union Carbide	28 3/4	28 3/8
USX	37 1/2	37 5/8
Westinghouse	49 1/8	49 1/4
Xerox Corp.	76 1/2	82 1/2

LONDRES

Reprise

Le soulagement apporté par les derniers indicateurs économiques (prix de gros, chômage, progression salariale), et notamment par les statistiques du commerce extérieur révélant une forte réduction de la balance des paiements courants et de la balance commerciale en juin, s'est traduit par une reprise des valeurs cette semaine au Stock Exchange. Toutefois, l'accent est resté sur la Banque d'Angleterre dans son rapport trimestriel de conjoncture sur les pressions inflationnistes à l'égard des investisseurs à la prudence, surtout à l'automne, vendredi, d'une légère remontée du taux d'induction en juillet.

L'indice « FT » des valeurs industrielles a clôturé en hausse de 58,4 points sur la semaine à 1785,3. Celui des mines d'or a terminé à 416,2 (contre 402,4) et celui des Fonds d'Etat à 57,03 (contre 55,94).

	Cours 7 août	Cours 14 août
Borchart	542 1/2	556
Bayer	518	516
Bois, Pétrole	372	369
Chemical	425	445
Comptoir	485	480 1/2
De Beers (*)	15 1/16	14 3/8
Free Gold	15 1/16	15 1/16
Globe	17 5/32	17 5/32
Gl. Univ. Store	22 1/4	22
Imperial Chemical	15 1/16	15 1/16
Shell	14 7/16	14 7/16
Unilever	65	65
Victors	282	274
War Loan	36 1/8	36 1/8

(*) En dollars.

FRANCFORT

Bien orienté

La bonne orientation du marché ouest-allemand des actions s'est poursuivie, malgré un repli passager en milieu de semaine. L'indice de la Commerzbank a atteint lundi son plus haut niveau de l'année à 2 056. Des prises de bénéfices, notamment de la clientèle étrangère, ont fait ensuite baisser les valeurs de 2 %. Cependant, vendredi, une nouvelle hausse générale de toutes les valeurs a permis à l'indice d'atteindre 2 041,1 points, soit 1,8 point de plus que la semaine passée, où il clôturait à 2 039,3.

	Cours 7 août	Cours 14 août
ABG	341	339
BAF	342,80	336,28
Bayer	364	358
Commerzbank	365	364
Deutschebank	714	714
Hoechst	343,30	332,50
Karlsruhe	588	545
Mannesmann	185,90	185,80
Siemens	711	695
Volkswagen	484	483

TOKYO

Vers son record

La Bourse de Tokyo a suivi au pas de charge l'exemple donné par Wall Street, se rapprochant notablement de son record établi le 17 juin. Le volume moyen quotidien de titres échangés a été près de deux fois supérieur à celui de la semaine précédente, à 934 millions (contre 460 millions).

Indice du 14 août : Nikkei : 25 494,01 (contre 24 800,95) ; indice général : 2 105,96 (contre 2 041,49).

	Cours 7 août	Cours 14 août
Aihai	518	587
Bridgeston	1 090	1 210
Canon	1 070	1 210
Fuji Bank	3 160	3 250
Honda Motors	1 590	1 740
Mitsubishi Electric	2 320	2 380
Mitsubishi Heavy	561	685
Sony Corp.	4 918	5 380
Toyota Motors	2 600	2 150

MARCHÉ

Deutsche Bank über

Le marché des actions allemandes a été très actif vendredi 14 août. L'indice de la Commerzbank a atteint son plus haut niveau de l'année à 2 056. Des prises de bénéfices, notamment de la clientèle étrangère, ont fait ensuite baisser les valeurs de 2 %. Cependant, vendredi, une nouvelle hausse générale de toutes les valeurs a permis à l'indice d'atteindre 2 041,1 points, soit 1,8 point de plus que la semaine passée, où il clôturait à 2 039,3.

Indice du 14 août : Nikkei : 25 494,01 (contre 24 800,95) ; indice général : 2 105,96 (contre 2 041,49).

La Bourse de Tokyo a suivi au pas de charge l'exemple donné par Wall Street, se rapprochant notablement de son record établi le 17 juin. Le volume moyen quotidien de titres échangés a été près de deux fois supérieur à celui de la semaine précédente, à 934 millions (contre 460 millions).

Indice du 14 août : Nikkei : 25 494,01 (contre 24 800,95) ; indice général : 2 105,96 (contre 2 041,49).

La Bourse de Tokyo a suivi au pas de charge l'exemple donné par Wall Street, se rapprochant notablement de son record établi le 17 juin. Le volume moyen quotidien de titres échangés a été près de deux fois supérieur à celui de la semaine précédente, à 934 millions (contre 460 millions).

Indice du 14 août : Nikkei : 25 494,01 (contre 24 800,95) ; indice général : 2 105,96 (contre 2 041,49).

La Bourse de Tokyo a suivi au pas de charge l'exemple donné par Wall Street, se rapprochant notablement de son record établi le 17 juin. Le volume moyen quotidien de titres échangés a été près de deux fois supérieur à celui de la semaine précédente, à 934 millions (contre 460 millions).

Indice du 14 août : Nikkei : 25 494,01 (contre 24 800,95) ; indice général : 2 105,96 (contre 2 041,49).

La Bourse de Tokyo a suivi au pas de charge l'exemple donné par Wall Street, se rapprochant notablement de son record établi le 17 juin. Le volume moyen quotidien de titres échangés a été près de deux fois supérieur à celui de la semaine précédente, à 934 millions (contre 460 millions).

Indice du 14 août : Nikkei : 25 494,01 (contre 24 800,95) ; indice général : 2 105,96 (contre 2 041,49).

La Bourse de Tokyo a suivi au pas de charge l'exemple donné par Wall Street, se rapprochant notablement de son record établi le 17 juin. Le volume moyen quotidien de titres échangés a été près de deux fois supérieur à celui de la semaine précédente, à 934 millions (contre 460 millions).

Indice du 14 août : Nikkei : 25 494,01 (contre 24 800,95) ; indice général : 2 105,96 (contre 2 041,49).

La Bourse de Tokyo a suivi au pas de charge l'exemple donné par Wall Street, se rapprochant notablement de son record établi le 17 juin. Le volume moyen quotidien de titres échangés a été près de deux fois supérieur à celui de la semaine précédente, à 934 millions (contre 460 millions).

Indice du 14 août : Nikkei : 25 494,01 (contre 24 800,95) ; indice général : 2 105,96 (contre 2 041,49).

La Bourse de Tokyo a suivi au pas de charge l'exemple donné par Wall Street, se rapprochant notablement de son record établi le 17 juin. Le volume moyen quotidien de titres échangés a été près de deux fois supérieur à celui de la semaine précédente, à 934 millions (contre 460 millions).

Indice du 14 août : Nikkei : 25 494,01 (contre 24 800,95) ; indice général : 2 105,96 (contre 2 041,49).

La Bourse de Tokyo a suivi au pas de charge l'exemple donné par Wall Street, se rapprochant notablement de son record établi le 17 juin. Le volume moyen quotidien de titres échangés a été près de deux fois supérieur à celui de la semaine précédente, à 934 millions (contre 460 millions).

Indice du 14 août : Nikkei : 25 494,01 (contre 24 800,95) ; indice général : 2 105,96 (contre 2 041,49).

BOURSES
ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Indice	11 août	12 août	13 août	14 août
Dow Jones	2.315	2.315	2.315	2.315
S&P 500	1.100	1.100	1.100	1.100
Nasdaq	1.100	1.100	1.100	1.100

LONDRES

Indice	11 août	12 août	13 août	14 août
FTSE 100	2.315	2.315	2.315	2.315

FRANCFORT

Indice	11 août	12 août	13 août	14 août
DAX	2.315	2.315	2.315	2.315

L'EUROMARCHÉ

« Deutsche Bank über alles »

La toute-puissante Deutsche Bank a été la vedette de l'actualité financière de la semaine. En drainant à elle seule plus de 1 milliard de deutschemarks au travers de deux émissions obligataires dotées de warrants-actions, l'une directement libellée dans la devise germanique et l'autre en francs suisses, la grande banque allemande a réussi un beau doublé : elle est parvenue à affaiblir le traditionnel cartel bancaire helvétique et elle s'est constituée un trésor de guerre vraisemblablement destiné à une acquisition majeure en Europe.

L'émission en deutschemarks (de 750 millions) dirigée par la Deutsche Bank elle-même s'est immédiatement arrachée comme des petits pains. En revanche, il n'était pas question pour la toute impériale banque allemande de placer, à elle seule, 200 millions de francs suisses sur le marché helvétique des capitaux.

Pour ce faire, il lui fallait l'appui du cartel des grandes banques suisses. Celles-ci, malheureusement, n'acceptaient guère jusqu'à ce jour de participer, sous leur propre nom, à des émissions en francs suisses dirigées par des banques étrangères domiciliées dans la Confédération helvétique. Lorsque elles étaient contraintes de le faire, et elles l'ont été de plus en plus cette année, elles faisaient appel, pour sauvegarder l'honneur de leur propre identité, à certaines de leurs filiales moins connues.

Devant, toutefois, la détermination de la Deutsche Bank de réussir son entreprise suisse et son formidable pouvoir de capitalisation, le cartel bancaire helvétique se résignait, quelques heures seulement avant le lancement de l'emprunt en francs suisses de la banque allemande, à baisser les armes.

Dans un communiqué diffusé par l'Union de banques suisses (UBS) au nom des trois grandes, les deux autres étant bien évidemment le Crédit suisse et la Société de banque suisse (SBS), le cartel reconnaissait que, « à la suite de l'internationalisation croissante des marchés des capitaux, il a été décidé, à l'intérieur du syndicat des grandes banques, que les banques étrangères domiciliées en Suisse pourraient à l'avenir, sous certaines conditions, apporter au syndicat des grandes banques des emprunts en francs suisses pour leurs sociétés mères et y participer en tant que chef de file ».

Si, en fait, le système cartellaire suisse est en train de s'effondrer, c'est en grande partie sous l'influence de la Banque allemande (BND), la banque centrale de la Confédération helvétique. Cette dernière entend favoriser les banques étrangères, peut-être pour rabattre leur caquet aux trois grandes qui, dans le passé, ont eu tendance à mépriser leur institut d'émission. Cela explique pourquoi pas moins de trente-trois banques différentes ont depuis le début de

l'année tenu la plume d'emprunts en francs suisses.

Les établissements étrangers qui ont joué un rôle prépondérant dans l'expansion extraordinaire du marché suisse n'auront désormais plus à utiliser la porte de service. Les japonais sauteront certainement sur l'occasion. La Bank of Tokyo, la Dai-ichi Kangyo Bank, et l'Industrial Bank of Japan, qui entendent lever chacune 1 milliard de francs suisses cet automne, sont fermement décidées à diriger elles-mêmes leurs propres opérations.

Les banques françaises profiteront-elles aussi de la présente ouverture ? Au cours des derniers mois, l'Indosuez et Paribas ont, seules, réussi à diriger des émissions en francs suisses.

Le milliard de deutschemarks levé par la Deutsche Bank devrait lui servir à effectuer une acquisition importante en Europe. En Grande-Bretagne, la Midland Bank paraît

Le marché des euroémissions libellées dans la devise des États-Unis continue d'être très peu sollicité, malgré la bonne tenue du dollar sur les changes. En revanche, on a assisté cette semaine à une résurgence des emprunts en dollars canadiens et australiens. Mais, comme il en est souvent allé dans le passé, il s'agit qu'une opération ait quelque succès pour qu'elle soit suivie d'une avalanche d'euroémissions similaires dont la prolifération entraîne rapidement un engorgement du secteur concerné.

Il faut néanmoins retenir, parmi les émissions de ce type, celle de 50 millions de dollars australiens proposée mercredi sur trois ans par la BNP Pacific (Australia) Ltd. Offerte à un prix de 101,80 avec un coupon annuel fixe de 14 % pour donner un rendement à échéance de 13,23 %, elle est particulièrement intéressante, parce que, au travers d'un swap, elle procurera à la BNP des eurodollars australiens à taux variable à un coût inférieur au taux des certificats de dépôts domestiques émis par les banques australiennes.

Les euro-emprunts en dollars australiens sont la plupart du temps « swaps » en dollars américains, en yens et autres devises moins exotiques que celle du pays des koolas. L'opération de la BNP, garantie par la maison mère à Paris, fait heureusement exception à la règle, parce que son produit est destiné à financer l'activité de la BNP en Australie, pays où la banque française est implantée depuis cent cinquante ans.

Alors que l'activité proprement euro-obligataire persiste à ne pas intéresser outre mesure l'euro-investisseur traditionnel, ce dernier continue néanmoins à se pencher sur les émissions d'actions. La saison estivale ne s'y prête malheureusement guère. Heureusement, la ren-

trée de septembre va coïncider avec le retour des grandes manœuvres d'automne. La privatisation d'Indosuez va être l'une d'elles. Dans une étude récemment publiée sur la Compagnie financière de Suez, la banque américaine Morgan Guaranty évalue la capitalisation boursière du groupe français à 25 milliards de francs.

Elle décrit la Compagnie financière comme l'une des premières banques d'affaires françaises pour les raisons suivantes : la banque Indosuez est, financièrement parlant, parmi les plus sûres en France ; le groupe Victoire est la plus rentable et la plus dynamique compagnie d'assurances en France ; la situation de La Hénin est en voie d'amélioration et le portefeuille du groupe Suez est à la fois extrêmement riche et non-féculé.

La banque américaine estime que le bénéfice de la Compagnie financière de Suez, qui a été de 2,37 milliards de francs en 1986, devrait dépasser les 2,5 milliards cette année, pour atteindre les 2,8 milliards de francs français en 1989. Ainsi qu'il en a été des récentes privatisations françaises, le titre du groupe Indosuez devrait être divisé en quatre afin de satisfaire la demande française et la demande étrangère.

Le cours du 20 juillet dernier du certificat d'investissement privilégié du groupe étant de 1 615 francs, la division revient à attribuer au titre sans droit de vote une valeur de l'ordre de 403 francs. Une décote par rapport à cet instrument d'environ 10 % permet d'estimer un prix de l'action entre 360 francs et 400 francs français. A ce niveau, l'offre promet de connaître un très vif succès.

CHRISTOPHER HUGHES.

LES MATIÈRES PREMIÈRES

L'irrésistible ascension du nickel

Galvanisés par une production d'acier inoxydable croissante, les cours du nickel grimpent irrésistiblement sur le London Metal Exchange (LME). La tonne à trois mois, qui était encore sous la barre des 2 400 livres sterling fin mars, est remontée à 3 455 livres (non plus haut niveau depuis deux ans) avant que les traditionnelles prises de bénéfices de veille de week-end ne ramènent sa valeur à 3 406 livres.

Véritable poumon pour le nickel (plus de 50 % des débouchés), le secteur de l'acier inoxydable fait preuve d'un dynamisme remarquable depuis douze mois. Selon le dernier rapport de la maison Drexel Burnham Lambert, la production mondiale a augmenté de 5 % au premier semestre 1987 après avoir enregistré une hausse similaire au semestre précédent. Pour l'année 1986, elle a atteint 8,19 millions de tonnes contre 8 millions en 1985, les deux principaux clients étant l'automobile et la construction, notamment aux États-Unis et au Japon.

Signe de cette bonhomie de métal, les livraisons du canadien Inco, premier producteur mondial de nickel, ont atteint, au premier semestre, un niveau jamais vu depuis 1976. En Occident, la production de métal raffiné s'est élevée à 271 000 tonnes au cours des six premiers mois de l'année, tandis que les livraisons se montaient à 279 000 tonnes.

Résultat, les stocks sont revenus de 104 000 tonnes fin décembre à 96 000 tonnes fin juin. Sur le LME, la diminution des stocks est beaucoup plus sensible, puisque ceux-ci n'atteignent que 44 25 tonnes contre 73 74 tonnes au début de l'année.

De l'avis des principaux producteurs, la fermeture des cours devrait se prolonger au moins jusqu'à l'automne car les carnets de commandes des industriels sont pleins pour 1987. En outre, les livraisons soviétiques, qui avaient noyé le marché en 1986, se sont nettement ralenties et s'effectuent, cette année, au rythme de 3 000 tonnes par mois contre 5 000 tonnes l'an dernier. Enfin, la Chine, qui approvisionne essentiellement le marché japonais a dû invoquer la clause de force majeure sur ses livraisons d'août à octobre suite à des inondations qui ont touché le site de Jinchuan. Certains opérateurs estiment même que les livraisons chinoises ne reprendront qu'à la fin de l'année.

En fait, la tendance dépendra largement de l'attitude de Moscou sur

le marché. L'an dernier, l'URSS, dont les revenus pétroliers avaient fortement diminué en raison de l'effondrement des cours du brut, avaient vendu 55 000 tonnes sur le marché européen, puisant ainsi dans ses réserves stratégiques. Cette année, il semble que l'industrie soviétique du nickel connaisse quelques problèmes énergétiques et que les autorités aient cherché à diversifier leur clientèle en se tournant notamment vers le Japon.

Mais le marché n'est pas à l'abri d'un retour en force des Soviétiques, surtout au niveau actuel des cours. C'est sans doute pourquoi les opérateurs londoniens travaillent beaucoup sur le terme pour ne pas faire apparaître des cotations en déport (cours du comptant supérieur au terme) qui ne manqueraient pas d'attirer l'attention des « chasseurs de primes ».

(Interim.)

LE NICKEL À LONDRES
(en livres par tonne, à 3 mois)

Le graphique illustre la forte hausse du prix du nickel à Londres sur une période de deux ans. L'axe vertical mesure le prix en livres par tonne à trois mois, allant de 2 000 à 3 500. L'axe horizontal indique les mois de 1985, 1986 et 1987. La courbe montre une progression constante à partir de fin 1986, avec une accélération marquée au début 1987, atteignant un pic de 3 455 livres fin juin 1987.

LES DEVICES ET L'OR

Brusque repli du dollar

L'annonce, le vendredi 14 août, d'une nouvelle dégradation du déficit de la balance commerciale américaine, qui a atteint en juin 15,7 milliards de dollars, alors que le chiffre de mai - 14,4 milliards de dollars - avait déjà été jugé catastrophique, a brusquement ramené les marchés des changes à la réalité.

La poussée du dollar, déclenchée en début de semaine dernière en raison de la détérioration de la situation internationale au Proche-Orient, et qui s'essouffait depuis quelques jours, s'est brusquement trouvée enrayée, les réalités économiques ayant rapidement repris le pas sur les tensions politiques. Le billet vert, qui s'était hissé jusqu'à 6,340 F et 1,8986 DM mercredi aux fixings européens, s'est donc replié dès l'annonce des résultats.

Certes, la hausse du dollar avait trouvé ses limites lorsque, en milieu de semaine, celui-ci n'avait pu « casser » la barre des 1,90 DM, provoquant ainsi le découragement des cambistes, et apportant un ballon d'oxygène aux banques centrales qui, les jours précédents, avaient été contraintes d'intervenir sur les marchés des changes pour freiner les tentatives haussières. Ironiquement, la mauvaise performance du commerce américain soulage ainsi la Réserve fédérale, qui ne se voit plus obligée de vendre du dollar pour freiner l'ascension de celui-ci. En fin de journée, vendredi, le dollar avait perdu plus de 6 centimes à Paris dans les échanges interbancaires, se situant à 6,26 F, contre 6,3270 F au fixing. De même à Francfort, la baisse atteignait 2 pfennigs, à 1,8710 DM contre 1,8933 DM lors de la cotation officielle. Le dollar repassait par ailleurs sous la barre de 150 yens.

Pourtant, le déroulement satisfaisant de l'opération trimestrielle de

refinancement du Trésor américain, entre le 11 et le 13 août (voir en rubrique Marché monétaire et obligataire), s'était révélé favorable pour le dollar. Retardée en raison de la nécessité du vote d'un relèvement du plafond de la dette américaine, qui atteint désormais 2 352 milliards de dollars, et quelque peu redoutée en raison de la morosité du marché obligataire américain, cette opération avait néanmoins provoqué d'importants achats de dollars, en particulier au Japon. Les adjudications du Trésor américain sont toujours analysées avec soin par les cambistes, qui y voient un indicateur de l'évolution du dollar à moyen terme. A l'occasion des dernières adjudications, la confiance des investisseurs dans la financerie de l'énorme déficit budgétaire américain, et donc dans le billet vert, semblait avoir été renouvelée.

Mais l'aggravation du déficit commercial jette la confusion sur les marchés, et sa portée se fera certainement ressentir au cours des prochains jours. La publication simultanée d'un chiffre plus encourageant pour la production industrielle des États-Unis (+ 0,8 % en juillet, contre + 0,4 % en juin), n'a pas suffi pour renverser les positions vendeuses sur dollars des opérateurs.

Si les transactions sur le dollar étaient agitées, tel était également le cas pour les devises européennes. Des rumeurs de réaménagement des parités au sein du SME ont circulé, comme c'est de tradition à la veille du week-end du 15 août, avec cependant peu de conviction.

Dans le système monétaire européen, trois devises sont, il est vrai, actuellement sous pression : couronne danoise, lire italienne et franc français. La première a glissé tout au long de la semaine et se trouve

désormais en queue du SME. La situation politique au Danemark n'y est pas étrangère, le gouvernement devant présenter lundi un projet de budget très controversé, et la possibilité d'élections anticipées dès la rentrée n'étant pas à exclure. La lire italienne, elle, est stable contre le franc, mais très faible contre le mark. La Banque centrale italienne a dû intervenir jeudi sur le marché des changes milanais afin de corriger la détérioration des cours. La situation semble donc peu propice à la suppression de la marge de fluctuation élargie de 6 % dont bénéficie la devise italienne au sein du SME.

Quant au franc français, il a été victime de la poussée du mark contre le dollar et contre les monnaies faibles du SME. La publication d'un taux d'inflation en France de 0,2 % ou 0,3 % en juillet, qui réduit le différentiel d'inflation avec l'Allemagne fédérale pour le cinquième mois consécutif - il n'est plus que de 2,7 % en juillet contre 3,9 % en février - n'a pas raffermi la devise française qui souffre traditionnellement, à la veille du 15 août, d'achats à terme de marks de la part des filiales françaises de firmes allemandes. Le mark cotait 3,520 F au fixing de Paris en fin de semaine, contre 3,353 F vendredi dernier, se rapprochant ainsi de son cours pivot (3,5386 F). La Banque de France aurait vendu dans la matinée de vendredi de petites quantités de dollars contre des francs, afin d'atténuer les pressions sur le franc provoquées par la hausse continue du mark au sein du SME.

(Interim.)

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 10 AU 14 AOUT

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libre	S.E.L.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Franc néerlandais	Libre italienne
London	6,340	15,914	15,914	15,914	15,914	15,914	15,914	15,914
New-York	1,8986	1,8986	1,8986	1,8986	1,8986	1,8986	1,8986	1,8986
Paris	1,8986	1,8986	1,8986	1,8986	1,8986	1,8986	1,8986	1,8986
Zurich	1,8986	1,8986	1,8986	1,8986	1,8986	1,8986	1,8986	1,8986
Bruxelles	1,8986	1,8986	1,8986	1,8986	1,8986	1,8986	1,8986	1,8986
Amsterdam	1,8986	1,8986	1,8986	1,8986	1,8986	1,8986	1,8986	1,8986
Milan	1,8986	1,8986	1,8986	1,8986	1,8986	1,8986	1,8986	1,8986
Tokyo	1,8986	1,8986	1,8986	1,8986	1,8986	1,8986	1,8986	1,8986

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 14 août, 4,1578 F contre 4,1592 F le vendredi 7 août.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Succès de l'adjudication américaine

L'opération trimestrielle de refinancement du Trésor américain, qui a pris fin jeudi, permettra-t-elle de redonner confiance à un marché obligataire très déprimé ces dernières semaines ? Les hausses de taux d'intérêt manifestes ou sous-jacentes, constatées récemment dans l'ensemble des pays industrialisés, contribuent à déstabiliser les investisseurs des instruments à taux fixes, et, comme l'affirment un gestionnaire de portefeuilles américain, « c'est sur les actions et le court terme, et non sur les obligations à long terme, qu'il faut être actuellement ».

D'ailleurs, la flambée de Wall Street ces derniers jours, où l'indice Dow Jones a battu un nouveau record historique, s'établissant à 2 691,49, le 13 août, témoigne de ces arbitrages entre instruments à taux fixes et titres boursiers.

Dans ce contexte, on s'attendait à ce que l'adjudication de 28 milliards de dollars de bons du Trésor américain soit moins souscrivie qu'à l'habitude. Cependant, la participation des investisseurs étrangers, qui avait donné lieu à quelques inquiétudes, s'est révélée importante. Les Japonais ont acquis entre 35 % et 40 % des obligations émises à trente ans, dont le taux moyen de rendement s'est établi à 8,89 % contre 8,76 % pour la dernière obligation-phare, émise le 7 mai dernier. Vendredi, les cours de l'emprunt à trente ans émis le 13 août à 8,78 % s'établissent en baisse à 99,31, sous l'effet de la publication des mauvais résultats du commerce extérieur américain au mois de juin.

La bonne nouvelle issue de ces adjudications réside avant tout dans les taux d'intérêt qui ont été établis. Nombreux étaient ceux qui tablaient sur un rendement annuel compris entre 9 % et 9,25 %, faisant naître des interrogations quant au prix que le Trésor serait prêt à payer

dans le cadre de sa politique d'emprunt. Mais les obligations ont toutes été émises à moins de 9 %, avec 7,94 % pour les notes à trois ans, 8,74 % pour celles à dix ans, et 8,89 % pour les obligations à trente ans. A noter que l'écart des taux à long terme entre le Japon et les États-Unis, s'il demeure toujours intéressant pour les investisseurs nippons, s'est réduit d'un trimestre à l'autre de 5,5 points à 4 points environ.

Quoi qu'il en soit, le marché obligataire américain est toujours le seul suffisamment large pour absorber les excès de liquidités japonaises. Il faudra maintenant attendre plusieurs jours pour savoir si une véritable embellie est constatée sur les marchés obligataires ou si, comme cela a été le cas depuis le début de l'année, les investisseurs vont rapidement alléger leurs positions, ajoutant encore à la morosité ambiante. Rappelons que, lors de la dernière adjudication en mai, les Japonais avaient revendu en l'espace de trois jours 75 % des titres qu'ils avaient acquis.

Le MATIF, toujours très baissier, s'est cependant orienté à la hausse à la suite des résultats de la nouvelle adjudication. Avant qu'une fois de plus des problèmes techniques n'entravent la fermeture du marché, vendredi, l'échéance septembre se traitait à 100,40, alors qu'elle était tombée à son plus bas niveau historique mardi, à 99,75. Les SICAV ont accompagné la baisse des cours, en couvrant leurs portefeuilles sur le MATIF, et contribuant ainsi, selon le jargon technique, à « plomber » le marché. « Le marché est congestionné, il y a trop de papier », a affirmé un spécialiste.

Le marché obligataire français est, lui, au point mort, en l'absence d'émission à taux fixes importants,

car il n'y a pour l'instant ni emprunteurs ni émetteurs. Les taux au jour le jour sur le marché monétaire ont un peu baissé, le taux moyen en pondéré de la Banque de France s'établissant à 7 15/16 lundi, et 6 13/16 vendredi.

Mais une fois passée la période de reconstitution des réserves, lors de laquelle les banques doivent se débarrasser de leurs liquidités excédentaires, le taux au jour le jour devrait remonter à hauteur du taux d'intervention de la Banque de France, maintenu inchangé à 7 1/2 % lors de l'injection, lundi, de 17 milliards de francs de liquidités. D'ailleurs, les taux à terme ne sont pas tendus cette semaine.

Outre-Rhin, la Bundesbank n'a pas relevé ses taux directeurs, lors de sa réunion bi-mensuelle du 13 août, malgré la légère tension des taux observée sur le marché monétaire allemand. Les milieux d'affaires ont clairement pris position contre tout renchérissement du loyer de l'argent, mais la tendance est plutôt à un léger resserrement de la politique monétaire.

(Interim.)

Le Monde
PUBLICITÉ
FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

